

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste

Portugal =
le pouvoir aux
travailleurs!



sommaire

PORTUGAL

Editorial p. 2
Crise de gouvernement, naissance d'un pouvoir p. 4-5-6
Le rebus portugais p. 6

CAP VERT

L'indépendance p. 7

LUTTES OUVRIERES

Pas de vacances pour la solidarité p. 9
Caron-Ozanne : passez vos commandes p. 9
Chausson : un bilan p. 10 et p. 11

FEMMES

Quand un chef masculin a du personnel féminin p. 12

LIVRES

Le philosophe avaleur de couleuvres p. 14

DANS L'OBJECTIF p. 15

CAMPAGNE QUOTIDIEN p. 16

« Rouge » - 10, Impasse Guéménée - Paris 75004
Téléphone : 272 86 96 et 272 68 82

Directeur de publication : H. Weber
Imprimerie N.P.P.

n° 309 - Vendredi 18 juillet 1975

où va la cfdt?



taupe rouge 2

vient de paraître
passez les commandes, Prix : 4 F.

LES AMIS D'EVA FOREST AU THEATRE D'ORSAY

Pendant près d'une semaine, le théâtre d'Orsay à Paris a rassemblé des milliers de personnes à l'appel des « Amis d'Eva Forest ». Avec Paco Ibanez, de nombreux artistes avaient décidé d'organiser ces galas de solidarité aux prisonniers politiques espagnols. Le procès risque de s'ouvrir d'un jour à l'autre et l'on sait que Franco réclame des peines de mort. Malgré la période de vacances, la mobilisation ne doit pas s'arrêter et c'est ce qu'ont affirmé les organisateurs qui chaque soir avaient invité des militants politiques qui après une courte intervention participaient au débat avec la salle. Gisèle Halimi, Pierre Cot du PS et notre camarade Alain Krivine furent aussi invités. Le dernier soir, un nombre impressionnant d'artistes avaient tenu à être présents et le gala dura jusqu'à 1 H. 30 avec notamment Paco Ibanez, Moustaki, le Quarteto Cedron, Imanol, Imago, etc...

Une bonne initiative qui se prolongera à la rentrée et qui doit nous inciter à poursuivre la mobilisation pour empêcher de nouveaux crimes en Espagne.

ABONNEMENT

particuliers	FRANCE		ETRANGER	
	1 an	6 mois	1 an	6 mois
sous pli ouvert	120 f	60 f	150 f	75 f
sous pli fermé	200 f	100 f	250 f	125 f
collectivités				
sous pli ouvert	100 f	50 f	120 f	60 f

Paiement à l'ordre de « Rouge »
10, Impasse Guéménée - Paris 4ème
par avion : écrire à « Rouge »
Seules les demandes accompagnées du règlement sont prises en compte. Joindre 3 F et la dernière bande pour un changement d'adresse.

je désire m'abonner à
ROUGE

NOM.....

ADRESSE.....

ABONNEMENT DESIRE.....

Rouge 309 p. 2

COURRIER

Camarades,
Comme j'en ai marre de me balader de kiosques en kiosques, de gueule d'enferment en gueule de fafs, je décide de m'abonner à « Rouge » (pli ouvert 120 F le moins cher). Je vous envoie un chèque de soutien pour le 30 juin. Je compte vous en envoyer un autre pour juillet ainsi que chaque mois (excuses pour mon retard) Et cela jusqu'au quotidien (même peut-être après). Je ne pourrait peut-être pas vous envoyer 20 sacs chaque mois mais je ferai un effort. Bravo pour la nouvelle formule. Je trouve que la juxtaposition des articles faciles à lire (actualité, luttes ouvrières) et des articles de fond est excellente. A mon avis (humble) la LCR est moins sectaire qu'avant juin 73 sans pour cela tomber dans le réformisme (type LO). Si elle continue dans cette ligne (très difficile mais efficace) elle doit faire une grosse entrée dans le monde ouvrier.

Salutations révolutionnaires,
G.M. Paris 6ème

Camarades,
Pour la sortie du quotidien rouge en janvier 76, ci-joint 50 F pour juillet. Il me sera difficile de filer du fric en août. J'essaierai de me rattraper en septembre et après. Si le quotidien est aussi bon que l'actuel hebdo, ça risque d'être pas mal. Le canard nouvelle formule est de plus en plus clair et intéressant de moins en moins chiant à lire. Restent quelques imperfections plutôt de détails (de chiffres et de dates par exemple). Bon courage à la future équipe du quotidien.

M. St Dizier 52

Chers camarades,

Nous sommes un groupe de travailleurs qui lisons régulièrement « Rouge ». A ce propos, il est vrai que la nouvelle formule du journal est plus adaptée à l'intervention ouvrière. En particulier nous sommes d'accord pour reconnaître que la place faite aux problèmes culturels (Cf. le débat actuel sur « l'art prolétarien », « l'urbanisme » et « les recherches génétiques »). De plus les articles semblent être améliorés dans leur rédaction. Nous n'aurions à faire qu'un seul reproche qui devrait être comblé par l'apparition du quotidien : une tribune de discussion sur la pratique syndicale à travers la rubrique du courrier.

L'hebdo retrace les étapes de la « grande lutte pour les 200 millions ». Sur Lyon, ça démarre lentement, nous sommes prêts à donner un coup de main s'il le faut et nous essayerons de contacter les militants à cet effet. Nous participons ci-joint à la campagne financière. Cet envoi est modeste mais nous savons qu'un franc vaut plus qu'une livre sterling

Salutations révolutionnaires,
une travailleuse de la métallurgie
un travailleur des H.C.I.
un travailleur de la fonction publique
PS : nous achetons « Rouge » en kiosque parce qu'il y a peu, de points de vente militants.

Camarades,

Conformément à l'engagement pris, je verse ma contribution au quotidien (mandat ci-joint) directement au siège parce que étant étudiant, je n'ai plus de contact avec mon comité rouge. Ça m'étonnerait que je puisse en faire autant tous les mois, actuellement je

suis en son et autant en profiter pour le canard plutôt que de faire des achats débilés.

Espoir, camarades, ça fait vivre 13 briques pendant les vacances ça va être dur. Je pars demain au festival d'Avignon, je vais essayer là-bas de participer aux initiatives pour le quotidien. Militer même pendant les vacances (surtout pendant les vacances, même) c'est dur.

D.C. Pavillons 93320

Sympathisante et sa mère (comité rouge la Celle-Saint-Cloud) la nouvelle formule est beaucoup plus lisible. Mais attention peut-être à ne pas faire passer la ligne politique au 2ème plan (l'interview de Rosa Coutinho)

LES NOTRES

Notre camarade Laurent nous a quitté à 24 ans. Artisan ferronnier près d'Apt, sympathisant de notre organisation, il militait à nos côtés dans la mesure où sa profession le permettait. Frappé par un cancer il y a plusieurs mois, Laurent, lucide jusqu'au bout continuait sur son lit d'hôpital à suivre nos activités. Fils de militants révolutionnaires éprouvés, Laurent avait, il y a deux ans perdu son frère Sylvain, militant LCR mort à la suite d'une grave maladie. Le Bureau Politique de la LCR salue la mémoire de Laurent et partage la douleur des siens.

Avec sa famille nous continuerons le combat que Laurent et Sylvain avaient fait leur.

PORTUGAL: L'EMPOIGNADE



Seront-ils aussi intransigeants aussi loquaces, aussi énergiques ? Seront-ils aussi prompts, tous ceux qui hier défendaient le Republica à longueur de colonnes ? Seront-ils aussi pressés de dénoncer l'auto-dafé de Rio Maior où la réaction a brûlé sur la grand place la presse arrivant de Lisbonne. Les boute-feux s'excitaient : « Voilà ce que l'on fait des mensonges communistes ! »

Les rédacteurs de l'Aurore et du Figaro, les chiens-couchants de la presse aux ordres ont-ils lu A Capital, O Seculo, le Diaro de Noticias... Influencée par le PC, cette presse, c'est sûr. Mais ouverte, largement, aux tribunes, aux communiqués, aux déclarations de la moindre organisation, du moindre comité.

Preuve est faite qu'il y a une bataille de l'information, et que nulle dame patronesse de la démocratie ne garde les mains blanches. C'est au nom d'une certaine démocratie que s'est rassemblé le front en faveur du Republica. C'est déjà au nom de « la démocratie pure » que la presse social-démocrate allemande appelait au meurtre contre les spartakistes. Et encore au nom de la « démocratie pure » que la démocratie-chrétienne a lié les mains de l'Unité Populaire chilienne au bon vouloir d'un Parlement réactionnaire...

Certes, nous n'en sommes pas là à Lisbonne. Mais quand l'évêque du petit port d'Aveiro lance à ses ouailles : « Chrétiens, réveillez-vous... », l'appel fait frémir. On voit se délimiter les contours de chaque camp, et se profiler l'empoignade entre des classes irréconciliables.

Les socialistes portugais se plaignent d'avoir été maltraités par le MFA. On est en droit de leur répondre : « Que faisiez-vous au printemps ! » Vous dansiez... Ils ne dansaient pas. Mais ils signaient le pacte avec le MFA. Ils renonçaient alors d'eux-même à « la souveraineté de la Constituante ». Effrayés par la mobilisation ouvrière qui a suivi le 11 mars, davantage que par la tentative de putsch elle-même, ils ont accepté sans rechigner l'institutionnalisation du MFA qu'ils refusaient la veille. Ils voyaient alors dans le MFA le meilleur rempart contre la révolution. Aujourd'hui, le rempart se lézarde, et le PS voudrait revenir à ses premières fortifications, en ramenant en arrière la roue de l'histoire.

Les masses portugaises sont déjà loin devant.

Non seulement la Constituante, mais le MFA lui-même sont dépassés par cette floraison de comités et d'assemblées qui se coordonnent par région, par branches d'industries, qui exigent le contrôle ouvrier, l'expropriation du capital, la planification. Des révolutionnaires authentiques, eux, n'ont pas signé le pacte avec le MFA. Ils n'ont renoncé à la souveraineté populaire réelle, celle qui monte des usines, des quartiers et des champs, ni pour la Constituante, ni pour ce pacte de collaboration avec le MFA. Aujourd'hui, alors que la démocratie ouvrière commence même à pénétrer les casernes sous la forme des assemblées de soldats, ils seront les premiers à prendre au mot la perspective ouverte par la dernière Assemblée du MFA : des Assemblées Populaires régionales vers une Assemblée Nationale Populaire de délégués des comités, élus et révocables. Mais ce, ni dans dix ans, ni dans un : tout de suite ! Et pleinement indépendante, de la hiérarchie militaire comme des municipalités. Indépendante et pleinement souveraine.

Ailleurs, à travers l'Europe, sans aucune trêve estivale, il faut dresser vers le Portugal un pont de vigilance. Les événements peuvent se précipiter. D'autant que la guerre civile est pratiquement déclenchée en Angola, et qu'elle ne manquera pas de peser fortement sur la situation portugaise et d'en accélérer le cours. Où qu'ils soient les militants doivent rester en alerte. Où qu'ils soient, ils doivent être prêts à prendre les initiatives nécessaires.

Le Portugal c'est un brûlot au flanc de l'Europe capitaliste. Il ne doit pas s'éteindre. **D. B.**

CRISE DE GOUVERNEMENT NAISSANCE D'UN POUVOIR

*Le pouvoir d'en haut vacille,
le pouvoir d'en bas prend forme, il a déjà un nom...*

Deux crises en un peu plus de deux semaines, c'est beaucoup. Surtout quand le « document guide » adopté par l'assemblée du M.F.A. du 8 juillet pour mettre un terme à la seconde, ne fait qu'en ouvrir une troisième, la plus grave de toutes. La crise du gouvernement de coalition, marquée par la démission des ministres socialistes et le départ du P.P.D.

du plan d'action au « document guide »

Le Plan d'Action Politique publié le 21 juin par le Conseil de la Révolution annonçait la mise à l'étude d'un train de mesures économiques destinées à faire face à la situation catastrophique du pays. Mais la mise à l'étude traînait en longueur, les mesures restaient vagues et sans échéances ; le mécontentement reprit dans la classe ouvrière, marqué par la lutte de la T.A.P., des téléphonistes et des postiers. Dans ce contexte, le gouvernement eut la maladresse de décréter une série de mesures impopulaires comme l'augmentation des tarifs de chemin de fer qui provoqua un boycott organisé de l'achat des tickets et surtout le retour de Radio-Renaissance, occupée depuis le 25 mai à son propriétaire — l'Eglise. Ces mesures déclenchèrent une vague de solidarité ouvrière pour protéger la station « révolutionnaire au service de la classe ouvrière ».

Par ailleurs le plan mettait en avant la construction d'une « société socialiste par la voie pluraliste », impliquant la « reconnaissance des différents partis politiques et courants d'opinion, y compris ceux qui ne défendent pas nécessairement des options socialistes ». Mais certains de ces différents partis et courants d'opinion, non contents de ne pas défendre les options socialistes, les combattent. La fuite bien organisée des 87 agents de la PIDE (mal) incarcérés à la prison d'Alcoentre, a le don d'exaspérer la population devant ce « pluralisme » qui permet de saboter, de comploter, et de laisser la réaction se réorganiser avec des appuis à l'intérieur de l'Etat. C'est ce qu'exprimait massivement la grande manifestation organisée par les métallos de Lisbonne pour « une justice révolutionnaire » et « l'épuration de l'appareil d'Etat ».

Le Conseil de la Révolution, convoqué en catastrophe le 3 juillet, dut désavouer le gouvernement, en abrogeant l'augmentation des tarifs, en nationalisant radio-renaissance, et en reconnaissant l'extrême gravité de

l'évasion des agents de la PIDE. En outre, sous la pression des occupations qui se multiplient, il dut décréter la saisie des biens et entreprises des patrons qui préparent leur passage à l'étranger en laissant leurs usines à l'abandon.

un reflet et un encouragement

L'assemblée du M.F.A. du 8 juillet doit donc faire face à une situation de crise déjà ouverte. Le « document guide » adopté par les délégués, officialise une situation de fait accompli pour tenter de mieux la contrôler. La tonalité du texte est nettement plus ferme que celle du plan du 21 juin : les mesures économiques envisagées vont dans le sens de l'extension des nationalisations, de la réforme agraire et du contrôle ouvrier. La « société pluraliste » disparaît au profit des « comités de travailleurs et de moradores coordonnés avec les assemblées de délégués d'unités (A.D.U.) au sein des assemblées populaires locales et régionales, dans la perspective d'une assemblée populaire nationale pour l'implantation d'un pouvoir des masses laborieuses », dont « tous les organismes seront élus et révocables par votes à main levée. »

Le « document guide » entérine, et par là encourage, le développement de l'auto-organisation des travailleurs. Mais il cherche aussi à l'encadrer. Les assemblées populaires sont en effet flanquées de leurs respectives A.D.U., dont une partie est élue mais dont la majorité est constituée de représentants du M.F.A. ; et elles doivent s'intégrer — et non se substituer — à l'appareil d'Etat officiel (municipalités, organes gouvernementaux). Pourtant le « document guide » de l'assemblée du M.F.A. tranche nettement par rapport au plan d'action du Conseil de la Révolution. Selon les termes mêmes du « document guide », le Conseil de la Révolution est « l'organe suprême de la souveraineté nationale », le véritable gouvernement de l'Etat portugais. Les courants qui le traversent s'y affrontent sans doute de plus en plus intensément mais peuvent y trouver un terrain de compromis, dans la préservation de la suprématie du Conseil de la Révolution. L'assemblée du M.F.A., aussi bureaucratiquement désignée soit-elle, reflète beaucoup plus par la force des choses la pression de la situation extérieure.

Le « document guide » ne fut adopté que par une très faible majorité par l'assemblée du M.F.A. Le rapport d'orientation politique de Vasco Gonçalves ne rassembla qu'une

majorité encore plus restreinte. Les secteurs radicalisés du M.F.A., dont les chefs de file sont, pour le moment, le général Otelo Saraiva de Carvalho (commandant en chef du Copcon), le général Morais e Silva (commandant en chef de l'aviation) et l'amiral Rosa Coutinho (commandant en chef de la marine), auraient voulu aller plus loin et se prononcèrent contre la ligne préconisée par Vasco Gonçalves qui épouse largement les conceptions du P.C.P. d'un « passage pacifique et graduel au socialisme ». La droite bourgeoise estimait que le texte et le rapport faisaient encore la part trop belle à un mouvement de masse qui « parle trop et ne travaille pas assez », comme le déclarait au cours d'une allocution télévisée le président de la république Costa Gomes. Celui-ci devait d'ailleurs quitter l'assemblée du M.F.A. avant le vote « pour raison de santé », tandis que son confrère Melo Antunes, ministre des affaires étrangères ne s'y rendait même pas pour « pouvoir préparer son voyage en Angola » ! Ils évitaient ainsi de se compromettre sur un texte qu'ils désapprouvent tout en acceptant de continuer à jouer publiquement, et sans doute provisoirement, la représentation de l'unité du M.F.A.

La façade devient d'ailleurs très transparente. Chaque apparition publique du M.F.A. voit son Costa Gomes ou son Melo Antunes escorté de Carvalho ou de Coutinho veillant au grain. Vendredi 11 juillet, Carvalho, Coutinho et Morais e Silva apparaissaient à la télé pour défendre leur interprétation du pouvoir populaire. Mais lundi soir, c'est la commission politique du Conseil de la Révolution qui venait expliquer sur l'antenne qu'il s'agit moins de « pouvoir populaire » que de « participation populaire ».

les symptômes chiliens

Le « document guide », s'il envisage pour un avenir non précisé, la constitution d'une assemblée populaire nationale, se garde soigneusement d'en préciser les modalités de constitution et les pouvoirs. L'essentiel pourtant c'est qu'avec toutes ses ambiguïtés et ses compromis, dans la situation politique actuelle du Portugal, le « document guide » apparaît aux travailleurs comme une expression générale de leurs aspirations et donc comme un encouragement à les réaliser au plus vite. La bourgeoisie ne s'y est pas trompée. Ses partis (P.P.D. et C.D.S.) et la confédération patronale (C.I.P.), et ses évêques ont unanimement dénoncé le M.F.A. — et pas seulement



Gamma

son « document guide ». Finies les courbettes et les politesses envers ce régime qui se montre incapable d'endiguer la montée de la combativité. Maintenant c'est la guerre. On ne le dit pas encore, mais en tout cas elle commence, avec ses premières escarmouches à la chilienne. Dans le Nord du pays, à Aveiro, 8.000 personnes se sont rassemblées le dimanche 13 juillet pour recevoir leur évêque qui revenait de Rome aux cris de : « l'anarchie non, l'ordre oui ! » « qui commande au Portugal ? ». L'évêque s'adresse à la foule : « Chrétiens, réveillez-vous, en masse il faut manifester dans tout le pays. » Le même jour à Rio Maior, à 60 km de Lisbonne, des milliers de manifestants mobilisés par le P.P.D. le C.D.S. et les caciques locaux du P.S. empêchent la tenue d'une assemblée de la Ligue paysanne. Toute la journée ils donnent la chasse aux militants communistes, saccagent les locaux du P.C.P. et du F.S.P. Le lendemain, ils s'emparent des camions de messagerie qui apportent les journaux quotidiens de Lisbonne et brûlent leur contenu sur la grande place : « Voilà comment on traite les mensonges communistes » expliquent certains. A Cascais, on annonce pour samedi la tenue d'une assemblée de petits commerçants contre laquelle se mobilisent les organisations ouvrières et révolution-



Simonet-photolib



Le M.F.A. lors de la campagne de dynamisation dans les campagnes

naires. La réunion ne pourra finalement pas se tenir. Les patrons de la C.I.P. réunis en congrès décident d'ajourner leurs travaux sine die « pour manifester leur préoccupation devant la gravité de la situation ».

le chantage manqué du P.S.

La direction du P.S. aurait bien aimé tomber à gauche pour sauver la face. Mais elle a raté sa sortie.

Dès le lendemain de l'assemblée du M.F.A. le secrétariat national du P.S. lançait l'offensive par un communiqué public que devait ensuite reprendre Mario Soares lors de sa conférence de presse. Citation : « Nombreuses sont les dispositions prévues dans le « document guide » qui s'ingèrent dans le domaine de compétence propre de l'assemblée constituante à laquelle revient par exemple la définition du statut des commissions de travailleurs et de moradores, des institutions de pouvoir local, municipal, de district, ou régional (...) il est vraiment étrange de tenter de convertir les commissions de travailleurs et de moradores en instrument de police et même en organismes d'autodéfense (...) Mais encore

plus choquante est la constitution, au côté des organes de pouvoir populaire d'un tribunal populaire pour la résolution des problèmes non criminels (...) Il est inadmissible d'entendre que nous vivons encore dans une économie privée, dominée par le capitalisme monopoliste, qui paralyse le développement de la production (...) Pourquoi détruire et non procéder à une profonde transformation de l'appareil d'Etat ? » Aux urnes citoyens ! pour élire une constituante et une assemblée législative tous les deux ans, au suffrage universel et secret ; et surtout pas de ces assemblées irresponsables où l'on vote — horreur ! — à main levée pour savoir qui défend quoi et comment. « L'exigence du pluralisme », c'est-à-dire la routine des combinés parlementaires, « récemment réaffirmée par le Conseil de la Révolution », a de façon significative disparue de ce document », s'indigne le secrétariat national du P.S. en faisant un appel discret au Conseil de la Révolution.

Peut-être ce dernier aurait-il bien voulu marchander avec la direction du P.S., et revenir en arrière, au plan d'action du 21 juin. Mais qui sait comment aurait réagi l'assemblée du M.F.A. sous la pression d'un probable désaveu populaire ? Alors, soucieux de préserver « l'unité du M.F.A. », le Conseil de la Révolution accepte

sèchement la démission des ministres socialistes. La direction du P.S. voit avec consternation sa fausse sortie se transformer en vraie déroute. C'est l'impasse pour cette direction qui ne peut flirter trop ouvertement avec la droite du P.P.D. et du C.D.S., sous peine de perdre sa base ouvrière, et doit donc se camoufler sous un vocabulaire anti-stalinien, et réellement anticommuniste, tandis qu'elle essaie de pousser la droite du M.F.A. à rompre pour constituer avec elle une alternative « pluraliste » face à ces assemblées populaires qui lui donnent tant le haut-le-cœur.

Dans l'immédiat, la direction du P.S. ne peut pas faire grand chose d'autre que de montrer qu'elle existe : elle organise cette semaine une campagne de meetings dans les grandes villes du pays. Mario Soares y répètera ce qu'il déclarait lundi soir au meeting de Lisbonne : « le gouvernement a été incapable de faire face à la crise (au fait, n'en fait-il pas partie depuis quinze mois ?), il faut favoriser les investissements européens et américains pour pallier au chômage, mais pour cela il faut au préalable rétablir la confiance ; « S'il existe une issue politique elle passe par le respect du suffrage universel. » Soares s'entend très bien avec Schmidt et Wilson, et pas mal avec Giscard et Ford. Par leur intégration dans les commissions de travailleurs et de moradores, les travailleurs socialistes qui font encore bloc autour de leur direction, ne devraient pas tarder à la comprendre.

crise du gouvernement

La sortie du P.S. du gouvernement, bientôt suivie de celle du P.P.D., a brisé l'édifice fragile de la coalition. Par quoi sera-t-il remplacé ? probablement par un gouvernement plus ou moins militaire auquel viendront s'adjoindre des personnalités « compétentes », dont la répartition sera soigneusement dosée en fonction du poids du P.C. et peut-être même du P.S. si l'on peut encore en recoller quelques morceaux. Le P.C.P. a déjà donné son accord à ce genre de gouvernement « sans parti », mais « pas contre les partis ». Etant donné son poids dans l'appareil d'Etat et dans le M.F.A. même, il s'accommodera facilement d'une situation qui a l'immense avantage à ses yeux de préserver l'unité du M.F.A. C'est que le P.C.P. se trouve de plus en plus sur la corde raide. D'un côté, cette immense aspiration à la construction d'un pouvoir populaire, de laquelle participent pleinement des dizaines de

Cunhal à un meeting du PGP le 27 mars dernier.

milliers de ses militants, risque de remettre rapidement en cause l'unité de façade du M.F.A. La droite de la hiérarchie militaire actuelle ne mettra pas longtemps à prendre la succession des spinolistes et à remettre en cause l'unité du M.F.A. à laquelle s'accroche le P.C. Mais rester passif serait tout aussi périlleux : quarante huit ans de fascisme c'est bien assez, et le P.C.P. qui l'a durement ressenti n'a aucune envie d'y retourner. Il lui faut donc trouver une voie médiane qui mobilise suffisamment les travailleurs contre la réaction pour l'empêcher de déclencher l'offensive, sans cependant les pousser trop loin. D'où cette ligne de force, qui a désormais tendance à follement onduler, de la stratégie du P.C.P. : l'alliance avec le M.F.A. dont le prestige libérateur est encore à peu près la seule garantie de pouvoir canaliser le flot qui enfle.

Mais c'est comper sans la détermination de la réaction à déclencher les hostilités. Non pas pour réussir un coup d'Etat — ce serait suicidaire dans la situation actuelle du rapport de force — mais pour se manifester par un coup d'éclat destiné à marquer sa présence, à regrouper ses forces nationales, à drainer ses appuis internationaux, à instituer un climat de désorganisation et de division propice, si un pouvoir tardait à s'affirmer, à la lancée d'une véritable contre-offensive réactionnaire armée.

naissance d'un pouvoir

Il est rare qu'on prononce le mot dans les discours ou qu'on l'écrive dans la presse, mais le Chili obsédé de plus en plus le Portugal. Celui de la bourgeoisie et celui des travailleurs. Le pouvoir d'en haut, c'est à dire le pouvoir du M.F.A., se révèle hésitant à prendre les mesures économiques, politiques et sociales que requiert la situation. Et quand il finit par en prendre, c'est avec un tel retard que les problèmes sont multipliés par dix. C'est par exemple le cas des récentes mesures de saisie des machines des grandes propriétés pour l'application de la réforme agraire que les Ligues paysannes du Sud devançant constamment. C'est également le cas des nationalisations annoncées pour la C.U.F. et décrétées pour la Pétrochimie, les amoniacs, les nitrates et les brasseries le 10 juillet. Le pouvoir court derrière les nécessités, montrant son indécision à une petite bourgeoisie qui commence à balancer dangereusement vers la droite.

Les travailleurs ne sont pas davantage satisfaits. Les plus exploités se

crise de gouvernement, naissance d'un pouvoir

demandent combien de temps il leur faudra chaque fois attendre avant de voir leurs revendications élémentaires aboutir ; les plus politisés et combatifs s'interrogent sur la capacité réelle de ce pouvoir à juguler la crise qui les touche de plein fouet. L'occupation et la grève ne peuvent plus constituer l'unique réponse aux problèmes de l'heure. C'est une planification socialiste de l'économie sous contrôle des travailleurs qui peut seule sortir le Portugal du marasme, dans lequel l'enfonce la récession capitaliste internationale.

Et devant l'absence d'initiatives énergiques de ce pouvoir, dont ils n'auraient pas osé douter il y a quelques semaines encore, les travailleurs passent maintenant à la construction du leur. Il ne s'agit plus seulement de commissions de travailleurs élues pour gérer la lutte dans une entreprise ou pour contrôler sa production, mais de la mise en mouvement de dizaines de milliers de travailleurs passant à la réalisation du contrôle ouvrier sur des branches entières vitales de l'industrie.

On connaît déjà l'exemple du conseil de coordination des travailleurs de la C.U.F. (120.000 salariés). Le 14 juillet, les ouvriers du secteur de la construction civile ont amorcé la formation d'un conseil national des travailleurs de la construction civile, et chargé les conseils régionaux de Porto, Lisbonne, Quimbra, Béja et Faro, de préparer un congrès national de la branche. Ordre du jour : l'expropriation totale du secteur, la reconversion de la production sous contrôle ouvrier et dans le cadre d'une planification générale. Le même jour, se tenait dans les ateliers de la Lisnave, la

première réunion nationale des travailleurs des chantiers navals. Des délégués des commissions de travailleurs de toutes les entreprises de construction et réparation navales y discutèrent un plan de développement et de reconversion de la branche « sous contrôle ouvrier ».

Pour la première fois, les casernes de Lisbonne dimanche dernier, des motions ont été votées, et des élections ont commencé à se dérouler en assemblée générale souvent d'ailleurs sous l'impulsion d'officiers du M.F.A. Samedi et dimanche, des assemblées populaires se sont tenues dans presque tous les quartiers, localités, et agglomérations urbaines.

La coordination de tous les comités de Lisbonne appelle ce soir à une manifestation ouvertement soutenue par l'assemblée du R.A.Lis (ex-RAL 1).

Au Portugal, le pouvoir d'en haut vacille, le pouvoir d'en bas prend forme. Il a déjà un nom : les assemblées populaires élisant une assemblée nationale de travailleurs et soldats dont émanera un gouvernement ouvrier et paysan, que la solidarité internationale devra contribuer à protéger contre les coups que la réaction lui prépare déjà. A n'en pas douter, les prochaines semaines seront décisives pour le Portugal et pour la révolution socialiste en Europe.

Mercredi 16 juillet 1975
Charles MICHALOUX



LE REBUS PORTUGAIS

Il fut une époque où chaque PC défendait publiquement la même politique qui était globalement celle de la direction soviétique. On ne s'attaquait pas entre Parti Communiste. Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale qu'on vit apparaître les premiers clivages avec l'exclusion de la Yougoslavie du « camp socialiste » puis la rupture entre l'URSS et la Chine.

En Europe occidentale, les PC avaient généralement suivi le PCUS avec parfois des nuances mais jusqu'à présent, une solidarité de façade unissait les grands PC européens. Avec le développement de la révolution portugaise on assiste désormais à l'apparition publique des contradictions de ces partis. L'affaire du Republica et les nouvelles orientations tracées par la dernière Assemblée du MFA viennent révéler que dans le cadre d'une stratégie commune d'une participation à la gestion d'un état bourgeois chaque PC est obligé de privilégier sur le plan tactique les aspects nationaux de son intervention.

« L'Internationalisme prolétarien » se transforme en chacun pour soi, après être passé par la phase du tout pour la bureaucratie soviétique. Les rapports entre les PC d'Europe se dégradent mais les militants ne peuvent s'en rendre compte qu'exceptionnellement ou en lisant entre les lignes. Le PC espagnol qui développe une ligne très autonome de l'URSS, se voit aujourd'hui censuré. L'Humanité se refuse à publier des appels pour la souscription qu'il a lancé en vue de sortir un quotidien après la mort de Franco. Le 11 juin lors du meeting organisé pendant la grève générale au pays basque, il n'y eut que des orateurs du PCF, le PCE étant interdit de tribune. Une étape nouvelle dans les rapports entre PC vient d'être franchie.

Le PC Italien et le PC espagnol viennent de condamner à Livourne l'activité du PC portugais. « Un désaccord sérieux et net » affirme Berlinguer, secrétaire général du PCI. On peut comprendre leur gêne. Le PCI veut gouverner avec la démocratie chrétienne dans le cadre du « bloc historique ». Le PCE se prépare à gérer l'Espagne avec une fraction de la bourgeoisie, dont les monarchistes démocrates etc... les deux partis ne

sont pas encore confrontés à une puissante sociale démocratie et arrivent à attirer par leur politique d'ouverture toute une fraction de l'opinion qui en France et au Portugal se reconnaît dans des PS puissants.

L'échec de la coalition gouvernementale avec le PS portugais est un rude coup à leur politique. L'avenir de la révolution au Portugal les intéresse moins que le gain de centaines de milliers de bulletins de vote. Pour la direction du PCF, l'attitude à prendre est encore plus difficile. Confronté à un fort PS qui lui fait concurrence dans la classe ouvrière, le PCF est obligé d'adopter une tactique dure de différenciation visant à affirmer partout le rôle du Parti en s'efforçant de faire apparaître le PS à sa droite. Le PC portugais a les mêmes problèmes mais possède d'autres moyens. Il participe déjà au pouvoir ce qui n'est pas encore le cas du Parti français, qui a absolument besoin de l'union de la gauche. C'est ainsi que dans « l'Humanité », on soutient le PCP en insistant néanmoins sur le refus d'ingérence dans la politique des partis frères, mais ce soutien n'est pas enthousiaste. Le moindre faux pas risquant d'être utilisé par Mitterand et par la droite trop contente de verser des larmes de crocodiles sur les « atteintes aux libertés » à Lisbonne et les dangers de l'accord PC/PS en France. « Notre appréciation sur l'attitude du PCP est positive » déclarait le 14 juillet Jean Colpin du BP du PCF. C'est à la limite du tolérable.

La remontée des luttes révolutionnaires porte un rude coup au monolithisme du bloc stalinien. Chaque parti communiste en développant sa politique est amené à attaquer un parti frère, mais au nom de quels intérêts ? Des centaines de milliers de communistes apprennent ainsi que la politique des communistes portugais est contradictoire avec celle des italiens. Cela signifie-t-il que les intérêts de la classe ouvrière portugaise sont différents de ceux de la classe ouvrière espagnole ou italienne. Nous voyons, quant à nous, que c'est la politique de chacun de ces partis qui est en cause et qu'une véritable politique communiste internationaliste peut seule répondre aux intérêts communs des travailleurs d'Europe.

L'INDEPENDANCE

*Après la Guinée Bissau, après le Mozambique,
le Cap Vert vient d'accéder à son tour à l'indépendance.*

Avec la proclamation de la République des îles du Cap Vert, le P.A.I.G.C. vient de remporter une victoire définitive sur le colonialisme portugais. Une victoire qui prend d'autant plus de relief quand on sait que le négociateur, le très socialiste Mario Soares, avait imposé au P.A.I.G.C. que le cas du Cap Vert soit dissocié de celui de la Guinée Bissau. Cette manœuvre n'aura fait que retarder l'échéance.

cinq siècles de domination coloniale

Peu soucieux du développement économique des îles, la domination coloniale de cinq siècles n'a abouti qu'à une stagnation, encore aggravée par des cycles de sécheresse redoutables.

Pour des générations de Cap-verdiens, la seule liberté a été celle de choisir entre la misère et l'exil : à Sao Thiago (150.000 habitants), toute l'industrie se résume à trois petites usines. Quant aux paysans, 13 % d'entre eux possèdent les plus mauvaises terres ; les autres doivent louer des parcelles contre 50 % de leur récolte. Le gouvernement portugais avait octroyé une assistance à quelques milliers de Cap-verdiens : de 60 à 120 francs par jour pour « paver les routes » (c'était le « programme d'appui » qui se montait à 10 milliards d'anciens francs en 1974). Un chiffre résume cette dépendance :

l'agriculture ne couvre que 5 % des besoins alimentaires : il faut importer 58.000 tonnes de maïs sur les 60.000 nécessaires !

Cette situation, liée à la présence de représentants du régime fasciste de Salazar, a amené une énorme émigration vers l'étranger (U.S.A., Pays-Bas, Italie, Portugal, Sénégal). Plus de 300.000 Cap-verdiens vivent aujourd'hui en dehors des îles. Les sommes rapatriées qui proviennent chaque année de cette émigration atteignent 3 à 6 milliards d'anciens francs.

Dans ce contexte, la passivité et la soumission au colonialisme sont restés longtemps le lot de la grande masse des Cap-verdiens. Ainsi, c'est parmi eux que, durant des années, l'administration coloniale recrute pour tous ses territoires. Mais en même temps, cette domination entraîna chez une minorité une prise de conscience radicale : une grande partie des cadres du P.A.I.G.C. sont d'origine cap-verdienne.

le P.A.I.G.C. : de la clandestinité à l'hégémonie

Jusqu'au 25 avril, le P.A.I.G.C. n'eut qu'une faible implantation clandestine. La masse des Cap-verdiens ne connaîtra pendant des années les mouvements de libération que de loin, par l'existence du sinistre camp de Tarrafal à Sao Thiago, qui abritait les multiples militants arrêtés par l'armée et la P.I.D.E. Les forces du P.A.I.G.C.

restaient réduites. La nature du terrain, la distance qui séparait les îles de la Guinée, et même les îles entre elles (il y a 250 kilomètres par la mer de Praia à Mindelo), tous ces facteurs ne permettaient pas que se déroule au Cap Vert une lutte analogue à celle de la Guinée Bissau.

Ce n'est qu'après la prise du pouvoir par le M.F.A. que le poids du P.A.I.G.C. se développera considérablement : il passa de la clandestinité à l'action au grand jour. Nombre de militants vinrent alors de Bissau et du Portugal pour l'épauler. La plupart s'étaient formés au contact de la gauche et surtout de l'extrême-gauche portugaise. (cette spécificité, que n'a pas connue la Guinée, peut avoir des conséquences importantes pour l'avenir).

Ainsi, l'auréole du P.A.I.G.C., son habitude de la lutte lui ont permis d'acquiescer en peu de temps auprès des Cap-verdiens une audience telle que des formations politiques rivales composées de nationalistes, d'autonomistes, de notables, et favorisées par le Portugal ont été rapidement laminées. C'est le cas en particulier de l'Union démocratique du Cap Vert (U.D.C.) et de l'Union des peuples de îles du Cap Vert (U.P.I.C.V.).

lutte pour l'indépendance, lutte pour le socialisme

Assez d'oppression coloniale, indépendance immédiate ! En l'espace de quelques mois, les masses cap-verdiennes vont se rallier totalement au P.A.I.G.C., dont les meetings font des scores impressionnants (30.000 personnes pour accueillir A. Pereira, secrétaire du P.A.I.G.C., à Sao Vicente, sur les 35.000 que compte l'île toute entière !).

Mais elles ne se contentent pas de soutenir. Elle prennent de multiples initiatives, qui montrent bien quel est l'enjeu réel de la lutte. Citons, parmi les plus connues, la prise de la radio de Mindelo (Sao Vicente), la prise de la direction par les ouvriers agricoles d'une grande plantation de colon à Santa Cruz (Sao Thiago), les occupations de terres. On ne compte plus les prises de possession de services administratifs, qui voient le remplacement des titulaires de l'ancienne administration par des comités. Cet état de fait était si répandu que le P.A.I.G.C. décida en mars 75 la création de commissions administratives collégiales.

Ces faits témoignent du degré de radicalisation de la population qui se

sents partie prenante d'une indépendance dont elle attend les fruits. Ils posent concrètement les termes d'une voie socialiste.

une indispensable clarification politique

Confrontée à une situation économique difficile et à une énorme radicalisation des travailleurs, la direction du P.A.I.G.C. du Cap Vert est obligée de s'ouvrir peu à peu à des débats politiques que sa nature nationaliste l'empêchait d'aborder dans le cadre précis de la lutte en Guinée Bissau : la nature de l'Etat (au service de qui et contrôlé par qui ?), la redistribution des terres, l'organisation des masses, les garanties à prendre vis-à-vis de la petite-bourgeoisie et des ralliés de la dernière heure... autant de points, liés entre eux, sur lesquels la clarification politique devra se faire.

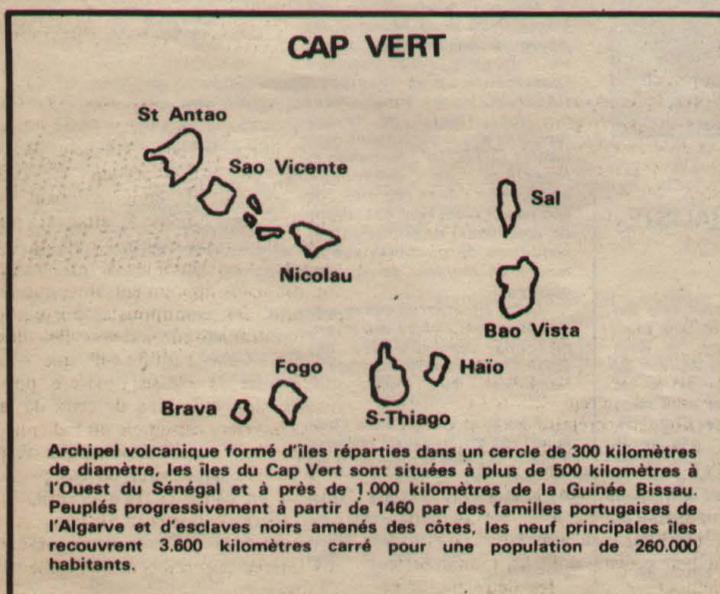
Il est impensable aujourd'hui que, sur ces points-là, n'apparaissent pas des divergences au sein du P.A.I.G.C., à travers les sensibilités politiques qui retraduisent l'origine diverse des militants, en particulier ceux qui ont été confrontés à l'extrême-gauche portugaise. Dans les instances du P.A.I.G.C., se retrouvent des courants allant du nationalisme classique au marxisme révolutionnaire, en passant par le sectarisme maoïste. L'évolution du rapport de force entre ces courants dépend en dernière instance de la manière dont les masses cap-verdiennes seront capables de se mobiliser et de s'organiser.

Il ne faut certes pas surestimer le niveau de conscience atteint par les travailleurs du Cap Vert. Il est clair aussi que les diverses aides indispensables auront pour corollaire des pressions politiques dans le sens d'un renforcement du nationalisme du P.A.I.G.C.

En tout état de cause, il est clair que ce débat devrait avoir des répercussions importantes au sein du P.A.I.G.C. en Guinée Bissau. L'avenir des luttes politiques dans la région pourrait bien passer par la République du Cap Vert.

Le 7 juillet 1975
KERDAL

Il reste fort improbable que l'évolution du Cap Vert aille dans un sens analogue aux îles de Sao Thome et Principe, où la direction droitiste du M.L.S.T.P. a assis son hégémonie pour proclamer l'indépendance (12 juillet) après avoir éliminé avec l'aide du gouvernement portugais, l'aile gauche (action civique) animée par des militants d'obédience maoïste. Un des deux dirigeants de l'action civique est aujourd'hui, en résidence surveillée... au Portugal !



NOUS N'OUBLIERONS PAS

Notre camarade Michel HASCOET s'est suicidé mercredi 9 juillet à Besançon où il habitait. Agé de 28 ans, Michel avait été un des premiers militants de la J.C.R. en 1968 à Besançon. Après 68, il a joué un rôle déterminant dans la construction de la Ligue dans sa ville et sa région, se consacrant au travail ouvrier en tant que membre de la direction de ville.

Dès cette époque, Michel ressentait avec une acuité douloureuse les tensions et contradictions que connaît chaque militant entre sa pratique révolutionnaire et les problèmes de son existence propre, de sa vie sociale, de son histoire personnelle. En 1971, Michel quitte la Ligue, abandonne ses études de droit. Il exprime le sentiment qu'il se dupe lui-même en poursuivant une activité révolutionnaire, dont, subjectivement, il perd le fil.

Il entreprend de se faire « soigner ». La camisole chimique où l'enferme l'hôpital psychiatrique de Besançon ne lui offre qu'une solution illusoire qu'il rejette bientôt.

Début 72, il entre en analyse. Pendant toute cette période, ses relations avec les militants de la Ligue sont distendues, souvent conflictuelles.

La grève de Lip est pour lui l'occasion de renouer dans une certaine mesure avec l'activité politique. Présent sur les lieux de la grève, suivant de près le déroulement de la lutte, il exprime très douloureusement son incapacité à renouer totalement avec la pratique révolutionnaire. Il ne peut pas lire un livre, il souffre de graves troubles physiques, il se sent mutilé.

Il fait alors une première tentative de suicide. « Soigné » en clinique psychiatrique, il est traité, entre autres, aux électrochocs. Depuis quelques mois, Michel s'était « rapproché » de notre organisation. Non pas en ce sens qu'il exprimait la volonté de militer à nouveau (il ne le pouvait pas, ni physiquement, ni psychiquement), mais par la recherche du dialogue systématique avec les nombreux amis qu'il avait parmi nos militants.

Certaines questions le hantaient dramatiquement, celle de la violence, de la torture, de l'ensemble des problèmes exposés dans l'article qu'il a écrit dans « Marx ou Crève » n° 2 : « Ligue et désir ou les incitations de la Ligue au suicide ».

Ceux d'entre nous qui le connaissaient ont interprété l'amorce de ce nouveau dialogue comme un signe extrêmement positif. Certes, la violence de ses critiques à l'égard de notre organisation, aussi bien considérée dans sa vie sociale que politique, manifestait à quel point il la percevait comme fermée à la dimension dramatique de sa « maladie ».

Au reste, il exprima récemment plusieurs fois le sentiment que son analyse progressait, et nous y trouvions de nouveau matière à espérer.

Brusquement, au début du mois de juillet, Michel a décidé de rompre son analyse et de cesser de prendre des médicaments. Quelques jours plus tard il s'est suicidé. Il reste à ses amis, qui jamais ne l'ont considéré comme un « malade mental » incurable à s'efforcer de comprendre les raisons de cet acte.

Michel était des nôtres. Très jeune, il a choisi son camp et n'est jamais revenu sur ce choix.

Pendant quatre ans, il a souffert atrocement de ne pouvoir être au cœur des luttes, de ne pouvoir dénouer le garrot qui étranglait son existence.

Nous n'oublierons pas.

A.B.

MARC LAGOUTTE NE DOIT PAS RESTER EN PRISON

■ Nous venons d'apprendre que le juge Cabré a refusé la mise en liberté provisoire de Marc Lagoutte. Arrêté, il y a un mois, cet ancien signataire de l'Appel des Cent avait été surpris la nuit dans les locaux du Comité de Défense de l'Armée. Il voulait paraître trouver les preuves des liaisons entre Dupuy de Mery et les groupes fascistes. Depuis un mois, Lagoutte est à la Santé, il

refuse de donner le nom d'un ami qui l'accompagnait. Le ministre de la justice clame à tout les vents que la détention préventive doit être l'exception. Visiblement, il en fait une. A propos, est-il vrai qu'on aurait trouvé dans le local en question des chargeurs de mitraillette ? Le maintien en prison de Marc Lagoutte est un véritable scandale qui va nécessiter une riposte de tout les anti-fascistes.

Ne le laissons pas seul en prison. Ecrivez lui
Marc Lagoutte
1er Division, Cellule 97
Prison de la Santé, Paris 14

AGRESSION RACISTE A VANVES

■ Alors qu'ils pénétraient dans leur entreprise pour y toucher leurs paies, des travailleurs immigrés se virent refuser l'entrée par trois individus qui déchargeaient non loin de là des produits chimiques pour cette même entreprise. Après la bordée d'hostilités, ces livreurs passèrent aux injures racistes et lancèrent leur chien sur les travailleurs africains. Celui-ci attaqua ces derniers pour ensuite se retourner sur un employé tunisien qui, sortant de la boîte, tentait de s'interposer.

Après être intervenue, la police transporta les immigrés blessés par le

chien jusqu'à l'hôpital. Mais alors qu'ils possèdent aujourd'hui tous les éléments pour poursuivre ces trois individus racistes, rien n'est tenté dans ce sens. Au contraire l'affaire est étouffée. De plus, lorsqu'on sait que c'est la police de Vanves qui, par sa passivité, fut responsable de la mort de Bechir Rassas il y a trois mois, rien ne permet de penser que chez nous, les crimes racistes sont poursuivis.

SUICIDE A COLOMBE

■ Le 7 juillet, une histoire, banale aujourd'hui, qui se termine par un suicide dans un appartement de Colombes.

Jean Judas, ouvrier métallurgiste, est employé depuis 9 ans dans une petite entreprise, la société Bellanger. Le 1er mars, la société ferme ses portes et laisse ses ouvriers à la rue sans aucune garantie, et les poches vides. Alors commence la longue recherche d'un emploi et les passages quotidiens aux ASSEDIC. Le patron de la société avait menti : les travailleurs de Bellanger ne sont pas inscrits dans les Agences pour l'Emploi, ils ont perdus leurs droits à la Sécurité Sociale, et deux mois d'indemnité chômage.

Comme nous le communiqua la section syndicale CFDT des ASSEDIC des Hauts de Seine :

« Le cas de Jean Judas n'est pas exceptionnel. La situation devient de plus en plus dramatique pour de millions de chômeurs (émigrés, femmes avec charge d'enfants, handicapés, travailleurs âgés, etc.) La marginalisation, l'isolement, la répression à travers les tracasseries administratives sont le lot quotidien d'un nombre important de chômeurs.

Malgré l'augmentation des effectifs (65 % en 14 mois), les nouvelles méthodes de travail en matière informatique (paiements plus rapides), l'ASSEDIC a des insuffisances qui font l'objet de revendications des organisations syndicales CGT/CFDT : formation et recyclage du personnel, unification des régimes de chômage, réduction des délais de paiements, amélioration des conditions de travail en vue de rendre un meilleur service aux chômeurs.

Cette situation et ces revendications font l'objet des revendications des employés des organismes gérant le chômage et l'emploi »

Alors qu'un chômeur trouve l'issue la plus tragique, les patrons continuent à tirer le maximum de profit sur le dos des travailleurs.

Aujourd'hui, plus que jamais l'unité dans la lutte, unité des travailleurs et des sans emploi, doit se faire pour mettre à bas ce régime d'exploiteurs.

PAS DE VACANCES POUR LA SOLIDARITE !

En moins d'une semaine, deux interventions des flics pour évacuer une usine en grève. D'autres suivront. Il faut s'y préparer.

Il y a une semaine, l'hebdomadaire bourgeois *Le Point* publiait une information selon laquelle une entrevue aurait eu lieu entre François Ceyrac, président du patronat français et Michel Poniatowski, président de la police, pour organiser le vidage de toutes les entreprises occupées par des grévistes d'ici à la fin du mois d'août.

Cette ligne n'a pas tardé à passer dans les faits : en moins d'une semaine, après le rassemblement du 10 juillet à la Tour Eiffel, deux entreprises ont été évacuées coup sur coup par les flics.

Chez Vélosorex à Courbevoie, c'est vendredi à 5 heures du matin que 5 camions de CRS bloquent le quartier et évacuent de leur usine, les ouvriers qui luttent depuis le 5 juin contre la liquidation de leur entreprise et le licenciement de tout le personnel.

Le mardi 15, c'est au tour de l'usine Paris-Outreau de Noisy-le-Sec : là encore, les flics arrivent à l'aube, harnachés de pied en cap, pour

chasser les travailleurs de l'usine qu'ils occupaient depuis plus d'un mois. Au nom de « l'ordre public »...

Les intentions de la bourgeoisie sont claires : 200 usines en lutte en plein mois de juillet, dont près de la moitié occupées, c'est trop à son goût. Avec la rentrée sociale catastrophique qui s'annonce, elle cherche à supprimer ces « abcès » qui peuvent devenir autant de foyers de contagion.

Après Velosorex et Paris-Outreau, d'autres usines suivront. Il faut dès maintenant s'y préparer.

Il s'agit d'abord que dans aucune usine occupée, les travailleurs ne soient pris au dépourvu : que les flics sachent bien que, s'ils interviennent, ils ne rentreront pas dans l'usine sans résistance, et que de toute façon certaines pièces retirées judicieusement des machines peuvent très bien les rendre inutilisables par des jaunes ou des « intérimaires » plus ou moins musclés.

Mais il faut aussi qu'il n'y ait pas de vacance pour la solidarité ouvrière. Que le gouvernement soit prévenu que, même en plein mois de juillet ou d'août, il trouvera en face de lui non pas des grévistes isolés, mais une riposte unie des entreprises et de la population. Chez Blaupunkt, à Caen, lorsque les flics sont intervenus contre les travailleurs qui séquestraient deux directeurs, ils ont trouvé en face d'eux des militants de la Saviem et de Caron-Ozanne qui étaient venus renforcer le piquet. A Courbevoie, à la manifestation convoquée l'après-midi en riposte à l'agression policière, il y avait des travailleurs d'Electrolux et de France-Avia. A Noisy-le-Sec, des ouvrières de Grandin étaient également venues manifester leur solidarité avec ceux de Paris-Outreau.

Le gouvernement pense que pendant les vacances, tous les mauvais coups lui sont permis. Il faut lui montrer que ce n'est pas le cas.

F.L.

Caron-Ozanne (Caen)

PASSEZ VOS COMMANDES !

L'arrivée du mois de juillet n'a pas mis les grévistes en vacances. Loin de là ! Il y a certes un peu moins de monde aux assemblées générales, mais les activités ne manquent pas.

2000 journaux vendus à Paris

Le 10 juillet, au rassemblement de la Tour Eiffel à Paris, une délégation de Caron-Ozanne était venue populariser la lutte. L'accueil a été très bon : 2000 exemplaires du numéro 2 d'*Ouest-Licenciements*, journal de lutte imprimé par les grévistes sur leur outil de travail, ont été vendus ainsi que 150 posters également imprimés chez Caron. Au total 3.800 francs furent récoltés.

Le même jour, dans le Calvados avait lieu une journée de solidarité à Caron-Ozanne. Les collectes faites dans le département rassemblèrent 2.700 francs.

les machines ne chôment pas

Dans l'imprimerie remise en marche, la production continue. Le matériel déjà imprimé est con-

siderable : affiches, tracts syndicaux, etc... Les machines ne chôment pas !

Les travailleurs de Caron-Ozanne ont lancé un appel aux organisations politiques et syndicales pour qu'elles passent des commandes. (pour tout contact téléphoner à l'usine au (16.31) 86.13.98 ou écrire à Gérard Juin, 46 rue de la Blanche Herbe, 14000 Caen. Les chèques au porteur sont à envoyer à Gérard Juin)

Déjà divers travaux ont été faits à Caen pour la CGT et la CFTD, pour la section du PCF de la BMN, la LCR, le CDA, les Cahiers de la Taupe, etc... Les Caron ont même imprimé l'affiche des travailleurs du *Parisien Libéré* appelant au bal du 14 juillet devant leur usine.

Le soutien financier est important. Mais il doit s'accroître. Jusqu'à présent, les grévistes ont reçu 500 F. chacun pour un mois de lutte. Il faut faire plus.

La popularisation est prévue jusque sur les lieux de vacances. On envisage de faire circuler sur les plages des caravanes de voitures. Tout un matériel spécial doit être imprimé : affiches de popularisation, cartes postales, posters, et bien entendu *Ouest-Licenciements*.

pour la coordination des luttes

Dans le même temps, le troisième numéro d'*Ouest-Licenciements* est sorti. Sa couverture est faite sur la lutte de Blaupunkt à Caen contre le licenciement d'un délégué, avec une photo de l'intervention des flics, matraque au poing contre le piquet devant l'usine. Il comporte des articles sur de nombreuses luttes de la région (Blaupunkt, SMN, Benes Marrel, Hôpital Bon Sauveur, Picot, Saviem, Moulinex) et aussi des luttes comme le Parisien Libéré, l'IMRO, Triton, Biraghi-Entrepose, la SNIAS, A.P.O., T.C.E., Mallard, Plastora, Gautier.

Ainsi s'affirme la volonté des travailleurs de Caron-Ozanne non seulement de populariser leur propre lutte, mais d'utiliser l'arme fantastique de leur outil de travail pour œuvrer à la popularisation et à la coordination de toutes les luttes de la région. Les délégations dans les boîtes en grève se poursuivent. Une réunion inter-entreprises est prévue le samedi 19 à Caron-Ozanne pour préparer une Assemblée Générale des entreprises qui luttent contre le chômage et les licenciements.

La détermination des grévistes de Caron-Ozanne n'a pas faibli sous le soleil de juillet. Ils savent maintenant que la lutte sera longue. Et ils sont bien résolus à se donner tous les moyens de vaincre.

Caen, le 15 juillet
Correspondant

ouest licenciements

A BLAUPUNKT :

- Les travailleurs recourent
- Les patrons licencient
- Les pouvoirs publics cognent



EST-CE LA SEULE RÉPONSE QU'ILS CONNAISSENT ?

NON aux LICENCIEMENTS

POURQUOI CE JOURNAL

Occupant notre imprimerie, et ayant décidé en Assemblée Générale et à l'unanimité de remettre en marche les machines, ceci afin de mettre l'outil de travail au service de notre lutte en la popularisant, nous avons décidé la publication de ce journal intitulé « *Ouest-Licenciements* » (Ouest France est le principal actionnaire de l'entreprise).

Cependant nous pensons que la solidarité à laquelle nous faisons appel doit aller dans les deux sens : c'est pourquoi nous offrons toute la place nécessaire dans notre journal aux camarades qui luttent actuellement.

De plus, nous pensons que la solidarité, pour qu'elle soit « effective », doit passer par la coordination des luttes ouvrières. En ce sens « *Ouest-Licenciements* » est un appel à la coordination et en est l'embryon.

L'échéance étant trop brève (toutes les entreprises en lutte sur l'emploi que nous avons contactées n'ayant pas eu le temps matériel de nous communiquer leurs articles), nous n'avons pas eu la possibilité de produire un numéro spécial national de notre journal. Seule fut possible la réalisation de cette feuille que nous joignons à notre dernier numéro.

Comité de Grève (FFTL-CGT)
Imprimerie Caron-Ozanne

Rouge 309 p. 9

«on a repris le travail derrière le drapeau rouge»

■ Deux mois ! A deux jours près, la grève de Chausson aura duré deux mois. L'année sociale avait commencé par la longue grève des PTT. Elle se termine par la grève des « Chausson ». Deux conflits qui ont fait la démonstration de la forte combativité qui a prévalu chez les travailleurs en butte à la politique de crise et de chômage du patronat et du gouvernement, mais aussi des conflits qui ont permis de tester le degré de fermeté, la capacité et les moyens de répression du pouvoir.

La reprise a été votée mercredi 9 juillet en Assemblée Générale. Vu l'absence de perspectives et la dégradation du rapport de forces après l'intervention policière à l'usine de Gennevilliers, il ne pouvait guère en être autrement. Même si le baromètre du moral, l'aiguille n'indiquait pas le beau fixe, les ouvriers sont rentrés le lendemain la tête haute, conscients qu'ils n'avaient pas gagné sur toute la ligne, mais conscients aussi de la force qu'ils avaient représenté pendant la grève, de l'unité qu'ils avaient réussi à forger.

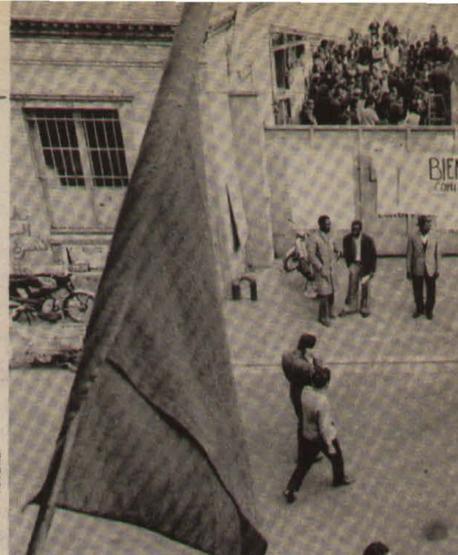
La rentrée, le 10 juillet au matin ne s'est pas faite un par un, comme d'habitude. Après un meeting tenu devant les portes de l'usine, tant à Asnières qu'à Gennevilliers, c'est derrière le drapeau rouge que tous ensemble les travailleurs sont rentrés. Il n'était pas question de rejoindre immédiatement les postes de travail. Un défilé a donc été improvisé à l'intérieur de l'usine. Le cortège est passé dans tous les ateliers, dans les bureaux. Les ex-grévistes tenaient à montrer à la poignée de jaunes, aux chefs de la maîtrise, aux cadres briseurs de grève qu'à l'avenir ça ne serait plus tout à fait comme avant, que si l'on rentrerait aujourd'hui, on n'était pas prêts à redevenir les « bagnards de l'automobile » et qu'il faudrait désormais compter avec l'unité et la volonté de lutte qui s'étaient affirmées pendant les 58 jours de grève.

Les travailleurs ne se sont pas pressés pour reprendre le travail. Une partie d'entre eux est d'ailleurs immédiatement ressortie pour se rendre au forum des luttes à la Tour Eiffel. A ce propos, une anecdote révélatrice de l'état d'esprit qui règne dans la boîte après la reprise: les travailleurs qui voulaient se rendre au forum ont posé des bons de sortie qui leur furent bien entendu refusés. Mais ce refus ne les gêna en aucune manière, et ne les empêcha nullement de ressortir pour se rendre à la Tour Eiffel. Aucune protestation de la part des petits chefs, qui d'ailleurs n'avaient pas les moyens de protester de quelque façon que ce soit.

Si le travail a repris, ce n'est pas aux cadences habituelles. Après deux mois de grève, les travailleurs de Chausson ne sont pas prêts à se plier aux conditions de travail que l'on connaît. On ne se presse donc pas trop; on fait ce qu'on peut en quelque sorte. Mais le problème des cadences, des heures supplémentaires va se poser très rapidement. Les intentions de la direction ne font guère de doute. Elle va faire tout son possible pour rattraper le manque à gagner occasionné par la grève. Elle va tenter d'augmenter les cadences et d'imposer des heures supplémentaires. Les travailleurs de chez Chausson sont conscients qu'il va falloir continuer à se battre et que la bataille immédiate à gagner sera de *travailler pour ce qu'on est payé* !

Mais une autre bataille doit maintenant être menée: des menaces de licenciements pèsent toujours sur certains travailleurs. Tout doit être fait pour empêcher la direction de mener à bien cette répression, dont elle veut faire le prélude à d'autres attaques anti-syndicales, à d'autres pas dans le sens de la surexploitation des travailleurs.

A Chausson, la lutte doit continuer.
Le 16-7-75



Lebrun fotoclib

La grève de Chausson a marqué pendant deux mois l'actualité sociale, son importance a été nationale. Parti de province, le conflit s'est rapidement étendu à l'ensemble des usines Chausson. Gennevilliers et Asnières sont devenus très vite les « forteresses » de la grève, et ce n'est pas un hasard. C'est à ces deux endroits en effet qu'à la fois on trouve les plus fortes concentrations de travailleurs et la meilleure organisation du mouvement. Asnières et Gennevilliers ont été les seules usines où les grévistes ont mis sur pied des comités de grève.

L'enjeu

En tout premier lieu la grève a été révélatrice de l'attitude du patronat et du pouvoir. Dans cette période de crise et de chômage dans chaque conflit qui prend une dimension nationale, patrons et gouvernement prennent leurs responsabilités de classe, ils s'emploient à faire échouer la grève, à briser la combativité pour en faire un exemple aux yeux de l'ensemble des travailleurs. C'est cela qu'ils ont tenté de faire à Chausson. De manière délibérée la direction a laissé se poursuivre le conflit plutôt que d'accorder satisfaction aux revendications, alors que la poursuite de la grève lui coûtait extrêmement cher: commandes non satisfaites, manque à gagner sur la production, etc... A chaque instant la direction a su mesurer le rapport de forces, quitte à faire le gros dos quand il était défavorable. Mais quand elle a pu frapper, elle n'a pas hésité. Elle a su trouver les points faibles de la grève, jouer la province contre la région parisienne, utiliser des nervis fascistes et des officines privées du type ACDS. Une partie de la maîtrise et des cadres lui a donné un sérieux coup de main. Forces supplétives des bandes armées de la répression, les cadres briseurs de grève sont allés très loin dans leur alliance avec la direction. Ce sont eux qui ont permis que les matrices des presses sortent de Gennevilliers. Ce sont encore eux qui aujourd'hui portent plainte contre des grévistes pour violences et jets de pierres. Allié tout aussi inconditionnel le pouvoir et sa police qui a parfaitement compris l'enjeu national et politique du conflit. Le système de quadrillage policier mis en place après l'intervention des flics à Gennevilliers était tout aussi impressionnant que révélateur des intentions du pouvoir: imposer une défaite à la classe ouvrière en plein cœur de la banlieue rouge dans une municipalité tenue depuis plus de quarante ans par le PC. C'est par dizaines que l'on a pu compter les voitures bourrées d'agents des Renseignements Généraux, patrouillant autour de l'usine, repérant le moindre attroupement, s'activant au repérage des militants actifs.

Tout ce déploiement d'activité, de violence policière ne doit pas laisser indifférent. Il nous montre dans une certaine mesure ce qui nous attend en cas de brusque tension sociale, en cas de multiplication des conflits sociaux. Et cela nous autorise à nous poser des questions sur ce que l'on peut appeler les faiblesses de la grève.

Tout a-t-il été fait ?

Premièrement en ce qui concerne le problème de la coordination. Une lutte qui démarre sur une entreprise qui compte disséminées sur l'ensemble de la France plusieurs usines pose d'emblée le problème

histoire de chats

A Chausson Gennevilliers comme dans beaucoup d'autres usines, rodent beaucoup de chats aux abords des poubelles de la cantine. En temps habituel, lorsqu'il n'y a pas grève, les travailleurs n'ont pas tellement le temps de s'occuper des matous. Mais quand il y a grève tout change. On a plus de temps pour penser aux autres. De nombreux grévistes s'étaient liés d'amitié avec les chats de l'usine. Ceux-ci arboraient autour du cou des favoris rouges ou étaient accrochés des petits macarons, sur lesquels on pouvait lire: « chat gréviste » ou « chat du comité de grève ».

Cela les CRS qui ont investi l'usine n'ont pas pu le supporter. La chasse aux chats a été leur « distraction » favorite. Pratiquement tous y sont passés.

Quelle dose de lâcheté dans cette petite revanche « sans risque » des « forces de l'ordre » contre tous ces grévistes qui leur avaient lancé des pierres en les traitant de SS ! Faute de pouvoir cogner sur l'ouvrier sans entrave, on se ratrape en trouvant son plaisir à tuer les chats qu'il a pris en affection.

La France n'est pas le Chili. Mais il n'est pas interdit aux flics de se faire la main sur des animaux.



chausson: un bilan

La grève a été révélatrice de l'attitude du pouvoir et du patronat.

de la coordination. Cette coordination est toujours restée très embryonnaire, les liens entre les différentes boîtes en grève, se sont peu et mal établis, ce qui fait que les points faibles de la grève, les usines de province, ont lâché bien avant les autres. De même au niveau de la branche automobile la popularisation de la lutte et des revendications de Chausson, la nécessité d'affirmer une solidarité sans faille n'a pas trouvé les répondants adéquats. Révélateur à ce titre la collecte que les grévistes ont fait à Renault Billancourt. Leur venue n'avait pas été préparée par les directions syndicales, aucun tract n'avait été sorti pour expliquer aux travailleurs de Renault le pourquoi et le comment de la lutte de Chausson. Les fédérations syndicales de l'automobile avaient les moyens de réaliser cette coordination, d'organiser cette solidarité, elles ne s'en sont pas servies.

Deuxièmement les réponses apportées à la violence patronale et policière : tout ce qu'il était

possible de faire a-t-il été fait ? L'intervention policière était à prévoir, d'ailleurs la plupart des travailleurs s'y attendait. L'usine et les travailleurs ont-ils été préparés à cette intervention ? En aucune manière. Après l'intervention policière il était possible d'empêcher les camions de sortir de l'usine avec les pièces des machines mais là encore une fois cela n'a pas été fait. Sur ce dernier point les militants du PCF tant à l'intérieur de l'usine que sur la localité de Gennevilliers portent une part certaine de responsabilité. Au nom de « l'action responsable », en dénonçant chaque tentative d'auto-défense ouvrière comme une provocation, ils ont laissé les travailleurs désarmés devant la répression policière. Il ne suffit pas camarades du PCF d'envoyer ses élus la poitrine barrée de tricolore, il faut donner aux travailleurs les moyens de protéger leurs luttes, leurs grèves, même si la légalité bourgeoise doit en faire les frais. Ne soyons pas d'ailleurs plus royalistes que le roi, la

bourgeoisie sait très bien violer sa propre légalité quand ses intérêts sont en jeu.

La démocratie dans la lutte

L'acquis principal de la lutte a été l'unité exemplaire réalisée entre tous les travailleurs. La revendication de 250 francs pour tous n'y est pas étrangère. Les travailleurs, contrairement à certains bureaucrates syndicaux en sont parfaitement conscients, pratiquement toutes les plate-formes revendicatives intègrent maintenant les augmentations uniformes. Mais l'unité c'est aussi l'affaire de démocratie dans la lutte. A Gennevilliers et à Asnières ont existé des comités de grève. Certes, ils n'ont pas joué le rôle qu'ils auraient pu et du y jouer. Certains dirigeants syndicaux ont pour le moins une vision restrictive du comité de grève. Pour eux, il a pour unique charge de gérer les affaires courantes de la grève (animation, collectes...), la direction de la lutte revenant aux seules directions syndicales. C'est à ce rôle subalterne que les dirigeants CGT ont tenté de confiner les comités de grève de Chausson. Ils y ont partiellement réussi. Néanmoins, des représentants des comités de grève ont assisté aux négociations en tant qu'observateurs. L'existence de ces comités de grève a été déterminante pour la lutte, pour l'association du maximum de travailleurs à la vie active de la grève, même s'ils ont eu des limites certaines.

Deux mois de grève et les travailleurs de Chausson ont repris. Ils demandaient 250 Francs pour tous. Ils ont obtenu 140 Frs pour les OS et 120 Frs pour les autres. Ce n'est pas la victoire totale, mais ce n'est pas non plus l'écrasante défaite. En deux mois de lutte les travailleurs ont appris. Ils sont rentrés la tête haute. Il n'est pas impossible que dans un jour prochain on reparle d'eux.



Simonnet

français. immigrés UNE UNITE SANS PRECEDENT

■ La grève de Chausson a été l'occasion d'une unité sans précédent entre travailleurs français et immigrés, particulièrement à Gennevilliers où 80 % des salariés de la production sont immigrés. Il faut d'ailleurs être parfaitement conscient que sans la réalisation de cette unité, la lutte n'aurait pas été possible. C'est une des grandes leçons de la grève. La participation massive des travailleurs immigrés à la lutte a été rendue possible par leur représentation en tant que tels au comité de grève, par la prise en compte de leurs revendications spécifiques, notamment en ce qui concerne les travailleurs marocains (qui forment la majorité de la communauté immigrée de Chausson) par le mot d'ordre de « Dissolution de l'Amicale fasciste des travailleurs et commerçants marocains ». Cette Amicale, filiale en

France de l'appareil policier d'Hassan 2 est un frein puissant à la participation des travailleurs marocains aux luttes. Le but avoué de cette prétendue Amicale d'après l'ambassadeur du Maroc lui-même est d'« encadrer notre main d'œuvre émigrante pour lui épargner les influences nocives susceptibles de faire naître des dissensions en son sein ». Le président de l'Amicale n'est autre que Hadj Bachir Rizki, ex-collaborateur du colonialisme français actuellement marchand de sommeil à Paris. Ses collaborateurs habituels, outre la police française, sont les syndicats fascistes en particulier la CFT.

Le moyen de pression le plus utilisé est le chantage à l'égard des familles restées dans le pays. On ne compte plus le nombre de travailleurs marocains emprisonnés à leur retour

au pays pour avoir eu une activité militante au sein des syndicats CGT et CFDT. Et à Chausson, les sbires de l'Amicale participent à l'embauche en tant qu'interprètes !

Cette vulnérabilité objective des travailleurs immigrés face à la répression, les forces de police ont su l'utiliser. L'invasion par les CRS du foyer SONACOTRA près de l'usine, l'arrestation de trois locataires marocains avaient pour but de briser la volonté de lutte et la combativité des travailleurs immigrés. La manœuvre a échoué, et au contraire les menaces de répression ont entraîné une mobilisation pour la défense des camarades emprisonnés. Il n'en demeure pas moins que trois immigrés sont passés en correctionnelle le 9 juillet et que, si un d'eux a été relaxé, les deux autres ont été condamnés à

un mois de prison dont 15 jours fermes. Le procès a donné lieu à une véritable mascarade. Tout laissait prévoir le verdict, tout donnait l'impression que c'était joué d'avance. Les juges ont condamné sans preuve, sinon les témoignages des seuls CRS qui d'ailleurs se sont contredits à la barre.

Mais l'affaire ne s'arrête pas là : une commission d'expulsion s'est réunie à la prison même. Le résultat de ses délibérations n'est pas encore connu à l'heure qu'il est. Mais, comme de toute manière c'est le ministre de l'Intérieur qui décide souverainement, nous devons être prêts. Prêts à riposter s'il décide l'expulsion des camarades immigrés. Travailleurs français et immigrés ont montré leur profonde unité lors de la grève. C'est un acquis qu'il faut préserver.

Lorsqu'un chef masculin a du personnel féminin

« Meneur d'hommes », voilà sans doute une « tâche difficile » !.. Mais n'est pas « Meneur de femmes » le premier « Meneur d'hommes » venu ! Les éléphants n'ont jamais fait fortune dans les magasins de porcelaine, c'est bien connu. Il serait dangereux de prétendre diriger une armée de femmes au travail comme on dirige un régiment de braves... Alors, messieurs les petits chefs, de la délicatesse ! Sachez rester sereins devant les larmes de celle qui n'a « pas inventé la poudre » et surtout, surtout, ne tuez pas durant les heures de travail la précieuse « maîtresse de maison qui sommeille » en chaque femme...

Mais foin de commentaires ! La directive qui suit parle d'elle-même.

RELATIONS DANS LE TRAVAIL

LES DOCUMENTS
BUREAU-PROGRES
JUIN-JUILLET 1975



COMPAGNIE I.B.M.

« Diriger des hommes est une tâche difficile. Mais s'il s'agit de femmes, peut-être est-ce encore plus délicat. Cela pour quatre raisons essentielles :

- Psychologies féminine et masculine sont différentes : les hommes sont plus logiques, les femmes plus affectives. On constate que les réactions de ces dernières font une plus large place à la sentimentalité. Ceci d'une façon générale, car cette règle subit quelques exceptions : certains hommes sont de grands sentimentaux ! De sorte qu'il est plus difficile, semble-t-il, de saisir les motivations des femmes, et les hommes sont souvent surpris et quelquefois désarçonnés devant leur démarche de pensée.

- Leurs pôles d'intérêt sont différents : les problèmes familiaux et ménagers, les enfants, avec les joies et les soucis qu'ils provoquent, tiennent une grande place dans la vie de beaucoup de femmes. De sorte que leurs besoins d'accomplissement et d'épanouissement dans le travail sont bien souvent moins importants que les hommes.

- Certaines usent d'une arme devant laquelle les hommes n'ont pas beaucoup de défense : elles pleurent.

- Les relations hommes/femmes comportent toujours des risques d'équivoque, de fausses interprétations. Avec leurs conséquences : bavardages, tensions, etc...

Ce qu'il faut savoir...

Nous n'avons pas la prétention dans un domaine aussi délicat, de donner des conseils. Tout au plus livrons-nous au lecteur quelques réflexions destinées à être méditées par chacun et adaptées aux cas particuliers rencontrés dans l'exercice des responsabilités professionnelles :

- Les femmes sont les égales des hommes, et tiennent à être considérées comme telles. Toute manifestation de supériorité, qui serait liée à un prétendu statut masculin, serait évidemment mal reçue.

- Les femmes aiment généralement travailler dans l'ordre. Plus que les hommes elles sont sensibles au désordre et à la pagaille. Dans toute la mesure du possible, il faut essayer de les installer à des postes nets et définir avec le maximum de précision leurs tâches et leurs responsabilités.

- Elles aiment aménager leur poste de travail. Dans l'âme de toute femme, il y a une maîtresse de maison qui sommeille. Laissons-leur donc le maximum de liberté pour organiser leur proche environnement. On y verra souvent apparaître une photo, une fleur ou une plante grasse.

- Elles sont très sensibles à la justice et à l'équité. Vis à vis des hommes, le chef peut quelquefois faire une erreur, se tromper, on lui pardonnera. Vis à vis des femmes, c'est beaucoup plus dangereux. Toute

fausse manœuvre en ce domaine créera des nuisances profondes et durables.

- Le charme féminin est un piège dangereux. Un chef manifestant des sympathies particulières à l'égard des femmes ou de l'une d'entre elles perd toute autorité car il témoigne aux yeux de tous qu'il n'est pas exempt de faiblesses.

- Lorsqu'une femme pleure... interrompre l'entretien et le remettre à un peu plus tard quand elle aura retrouvé la maîtrise d'elle-même. Alors seulement la discussion deviendra constructive.

- Elles ont plus souvent que les hommes des réactions d'énervement. L'admettre, sans se formaliser et laisser passer l'orage. Si les nerfs féminins se hérissent vite, ils se calment aussi au bout de peu de temps ; tout au moins dans la majorité des cas.

- Un bon sujet de conversation : les enfants. Les quelques mots échangés en passant dans un bureau, ou au cours d'une pause, permettent de créer des contacts humains agréables, de détendre l'atmosphère, d'atténuer ce que les rapports purement hiérarchiques ont de trop rigide et quelquefois même de frustrants.

Les femmes apportent dans les entreprises une collaboration précieuse. Elles ont comme les hommes leurs défauts et leurs qualités. Le chef masculin doit d'efforcer de s'adapter à leur caractère et à leur façon de voir les choses.

UNE JOURNÉE AU T.P.F.A.

*la bête blessée
n'en est que plus dangereuse...*

Rue de Reuilly, un jeudi 10 juillet, là où siège le Tribunal Permanent des Forces Armées, il y règne fort peu d'animation, malgré l'inexistence de quadrillage policier. C'est donc sans difficulté que nous pénétrons dans l'enceinte du tribunal. Il est vrai, par ailleurs que les artisans de l'ordre militaire n'ont que peu de souci à se faire : faibles encore sont les traditions de lutte contre la juridiction militaire dans le mouvement ouvrier, dans la jeunesse.

Une fois de plus donc, c'est dans le plus grand silence que cette juridiction va frapper dans une dizaine d'affaires, dont celle de Dominique Jeannot, un insoumis, membre d'ICI (Insoumission Collective Internationale), inculpé de « refus d'obéissance » — celui de porter l'uniforme.

Voyons d'abord le décor, il a son importance. Le tribunal est accollé à la caserne (celle de Reuilly) — quand il n'est pas à l'intérieur, comme au TPFA de Lille par exemple. L'austérité d'un Palais de Justice civil est augmentée ici de l'arbitraire et de la rigidité de l'Armée. Ainsi, une fois le cérémonial commencé, ce dernier contribue largement à intimider le prévenu. A l'arrivée des « juges », un gradé aboie « présentez armes », et, comme un seul homme, une rangée de gendarmes se retrouve au garde à vous, le fusil à l'épaule.

Alors, et seulement alors, les juges peuvent entrer. Ils sont cinq, trois parmi eux sont militaires : ainsi, l'inculpé en tire l'amère impression d'un passage en « Conseil de Guerre », et non d'un collège de juges impartiaux.

La majorité de ces prévenus sont des « déserteurs en temps de paix », quels sont leurs crimes ? : avoir pris un mois, parfois deux de « vacances » la plus part du temps pour des raisons

familiales ; qui pour voir sa fiancée, qui pour travailler un mois, afin de payer un séjour en clinique à son amie enceinte.

Ces motifs s'ils donnent parfois au Commissaire du Gouvernement l'occasion de se montrer magnanime (sans dépasser la dose, bien sûr !), peuvent aussi attirer les foudres des juges qui voient leur morale bafouée. Témoin, le soldat Philippe T. qui écopa 6 mois fermes pour avoir rejoint sa fiancée, âgée de 14 ans, enceinte de surcroît... Enfin, il est parfaitement odieux d'entendre pour chaque cas le Commissaire du Gouvernement faire référence à des rapports « psychiatriques », faisant état d'« anomalies mentales », d'immatunité et autres sornettes semblables, ce qui par ailleurs en dit long sur la « normalité » à laquelle les galonnés de service font référence.

le sabre et le goupillon

La présence de « Témoins de Jehovah », fut l'occasion, pour le président du jury, d'envoies lyriques du genre : « on chantait il y a encore peu de temps dans les églises : « Saint, Saint le Seigneur, Dieu des Armées... » ou encore, en plus inquiétant : « en temps de guerre ; le statut d'objet de conscience serait levé... », ou encore, plus lucide que jamais, « dans la plupart des cas, (le service national) c'est une corvée, mais c'est une obligation démocratique.

Après une heure et demie d'audience, une fois les dix jugements rendus, on passe « aux choses sérieuses », Dominique Jeannot, incarcéré à Fresnes a refusé de se présenter au Tribunal, ne reconnaissant pas cette juridiction d'exception.

Sans s'émouvoir de cette insolente absence, le Commissaire du Gouvernement se lance alors dans un long réquisitoire. Il fut le seul à avoir la parole : la défense, en l'absence de son client, n'ayant que le droit au silence.

fin de règne

On s'attendait à un violent réquisitoire, ce fut un plaidoyer défendant la Justice Militaire, tout y passe :

— « Les Tribunaux Militaires sont une création constitutionnelle et non militaire... »

— « Les solutions sont discutables, mais pas ici, c'est au Parlement d'en débattre »

— « Ce n'est pas une justice d'exception : les commerçants sont bien jugés par des tribunaux du commerce... ! »

Cette lamentable prestation se ter-

mina par une demande de deux ans fermes pour Jeannot, parce qu'il ne respecte pas la loi, mais surtout par « souci d'équité envers ses camarades qui font deux ans de service civil ». Suivirent cinq minutes de délibérés pour la forme et Jeannot prend deux ans fermes.

A l'annonce du verdict, la salle conspu la justice Militaire et fut évacuée sans ménagement aucun... et la séance est terminée ; séance où furent distribuées 4 années et 7 mois de prison pour les 11 inculpés. Le président du jury, le juge Rousseau, déjà célèbre pour avoir refusé à la famille Trognon l'adoption d'un enfant, et ses acolytes pourront, satisfaits, regarder défiler cette fière armée le 14 juillet. Mais gare ! l'édifice est bien vermoulu et cette juridiction moyennageuse est à la merci d'un coup de boutoir. A nous de le donner rapidement car la bête blessée n'en est que plus dangereuse.

Jar



Tübingen Lavage en famille, premier rinçage

Le 29 juin dernier (voir Rouge précédent) à l'occasion d'une « journée portes ouvertes », une délégation de la CFDT se rendait sur place afin de constater les conditions matérielles dans lesquelles les appelés effectuent leur « Service National ». Cette délégation, dans laquelle était présent le responsable CFDT « région parisienne-coordination banlieue » des PTT, de retour à Paris convoquait une conférence de presse dans les bureaux de l'URP.PTT. Y étaient présents, un représentant par Union Départementale, les Unions Locales Noisy et Sevran ainsi que le responsable 93 des PTT. Le succès de cette conférence n'a pas été du goût de la hiérarchie militaire.

De source officielle, nous apprenons donc que le lieutenant Colonel Pichet commandant le 5ème Régiment de Dragons de Tübingen a été relevé de ses fonctions à la suite de l'accueil de la délégation.

Deux points doivent néanmoins être rappelés :

— le colonel ajoint au Général de Brigade Sciard était présent lors de la visite, c'est donc la responsabilité de la brigade qui est en jeu, et non celle du seul régiment.

— s'il y a eu décision individuelle du chef de corps, ce n'est en aucun cas une preuve de libéralisme, mais la sanction d'un rapport de force déterminé par l'action des comités de soldats, des civils allemands et de la CFDT.

CROSSE EN L'AIR N° 19/20. Juillet/Août, est paru - 16p. - 2,50 F

CROSSE EN L'AIR N° 19/20 - Juillet/Août est paru - 16p. - 2,50 F

Au sommaire

- La justice militaire
- Tübingen : « Portes ouvertes » pour le syndicat
- Stelhin : Une histoire nauséabonde
- Metz : Lepetit... rapporteur
- Dossier : Forces françaises en Allemagne
- Le MFA
- Polytechnique : Démilitariser l'école
- Nucléaire - Camps militaires
- Echos des casernes
- Ou en est l'antimilitarisme civil ?
- etc...

Passez les commandes (avec chèques ou mandats) au CDA - BP 126-10 - Paris Cédex 10.

Vient de sortir et disponible aussi au CDA : Stages commandos. Ecole du crime. 64p. 4 F. « A celui qui part » 0,50 F.



LE PHILOSOPHE AVALEUR DE COULEUVRES

à propos d'une dissertation
en forme de tribunal...

André Glücksmann, philosophe. Depuis une brochure sur Mai 68, il s'était pratiquement tu. Il reprend aujourd'hui la parole, par le biais d'un « essai sur l'Etat, le marxisme, les camps de concentration », sous le titre: *La cuisinière et le mangeur d'hommes* (1).

Le centre de l'argument est simple; si les camps nazis ont constitué le résumé, le concentré de la société fasciste, les camps soviétiques ne sauraient être considérés comme une excroissance de l'Etat ouvrier dégénéré, mais comme son miroir. Pour Glücksmann, le grand enfermement sibérien du vingtième siècle joue un rôle comparable au grand enfermement asilaire décortiqué par Foucault dans son histoire de la folie, pour la bourgeoisie française du XVIIIème siècle. Il circonscrit une pathologie sociale, aux antipodes du travail sacralisé; il fait du camp une force productive sur le front de l'accumulation primitive; il élève le régime de la terreur au rang de rapport

Glücksmann. Et il répond: la plèbe. Sa résistance, c'est celle du silence, du mutisme, la résistance des esclaves constructeurs de pyramides, la résistance des premiers chrétiens, celle des gueux, celle enfin du paysan russe déporté qui répond dans *Le premier Cercle*: « Le chien-loup a raison, le cannibale a tort ». Chez Glücksmann, maoïste désenchanté, la résistance plébéienne prend tout naturellement la place, de la révolution « populaire ». N'osant pas encore imputer au prolétariat la responsabilité du stalinisme, il se contente de lui opposer implicitement la grandeur sourde de la plèbe, invariable à travers les siècles, dévoreuse de l'histoire à qui elle résiste, survit. C'est l'avant-dernier avatar d'un certain populisme. Et déjà Clavel jubile en voyant arriver ces renforts à la rescousse de son christianisme social. Il faut dire que Glücksmann le comble d'aise en se faisant le défenseur d'une « autre histoire », « celle d'une fille qui face aux doctes la pressant de questions

Staline ». Lecteur assidu des Samizdat, il retient avant tout ceux postérieurs à la seconde guerre mondiale, où la génération de l'opposition de gauche n'apparaît plus parce qu'elle est déjà brisée et enterrée; il oublie les admirables « mémoires d'un vieux bolchévique » (éditions Maspéro). Citant Joseph Berger (« Naufrage d'une génération » Denoël), il ne se soucie pas d'établir que ce dernier fut pendant vingt ans après son passage dans les camps un compagnon de route de la IV Internationale. Bref, Glücksmann préfère oublier que les trotskystes n'avaient pas, parce que ce simple fait bouscule par trop ses 200 pages d'édifice théorique. Ne retenons sur ce point que le plus récent témoignage, celui de Léopold Trepper: « Mais qui donc à cette époque protesta? Qui se leva pour crier son dégoût? Les trotskystes peuvent revendiquer cet honneur (...). Ils combattirent totalement le stalinisme et ils furent les seuls (...) Aujourd'hui, les trotskystes ont le droit d'accuser ceux qui jadis hurlèrent à la mort avec les loups. Qu'ils n'oublient pas toutefois qu'ils possédaient sur nous l'avantage immense d'avoir un système politique cohérent... Eux n'avaient pas, car ils savaient que les aveux ne servaient ni le parti ni le socialisme » (Le Grand Jeu).

Entre la politique de l'aveu et celle de son refus, il n'y a pas une différence de fermeté ou de courage, mais de politique, dont la thèse de Glücksmann aurait bien du mal à rendre compte.

le tribunal universitaire

Le livre de Glücksmann grince comme les cauchemards fébriles d'un

insomniaque. On le sent sincèrement pris de nausée devant ces témoignages de Soljénitsine, de Martchenko surtout, qui nous interpellent tous. Glücksmann a même sur ce point l'honnêteté de ne pas passer sous silence le mutisme vaguement complice des dirigeants chinois qui fustigent le social-impérialisme sans jamais donner la parole aux victimes des camps.

Mais très vite il revient à son obsession: le marxisme comme platonisme moderne, comme langage judiciaire qui juge et condamne, au nom de la Vérité, et au profit des élites. Dès le début, dit Glücksmann, le marxisme doit être imposé aux masses par les intellectuels « contre une plèbe qu'il s'agit de gouverner de l'extérieur ». Vieille polémique, dans laquelle nous avons pris parti au lendemain de 68, en défense du léninisme, mais de façon unilatérale. Glücksmann fait la sourde oreille à ces débats réels. Il tient trop à imputer au marxisme en général les falsifications des usurpateurs. C'est le mouvement stalinien qui a combattu les mythes nazis au nom de la raison bourgeoise, au nom de Descartes et des lumières; parce qu'il lui était déjà impossible de combattre au nom d'un autre type de rationalité, celui de la conscience de classe, conscience collective en mouvement, alors foulée aux pieds par la Raison d'Etat soviétique, des procès de Moscou au massacre des révolutionnaires espagnols. Nous ne voulons pas céder un pouce sur ce terrain, nous voulons poursuivre le débat engagé, de Rosa Luxembourg à Gramsci, en passant par Lukacs, Korsch, et d'autres moins connus comme Jakubowsky.



Imprecor n° 30
Un document qu'André Glücksmann n'a pas lu.
La lettre des
prisonniers politiques communistes
dans les camps soviétiques
aux Partis communiste du Danemark
et des USA:
« Frères communistes,
Nous prisonniers politiques d'URSS
Nous demandons de publier cette lettre
dans vos journaux... »

de production.

Et si plusieurs générations d'intellectuels et de travailleurs ont du consentir à l'existence des camps soviétiques au nom du marxisme, c'est que le marxisme lui-même est devenu le langage de la terreur, et qu'il s'y est prêt avec une belle facilité. « Nous n'avons pas encore réfléchi sur ce qui fait du marxisme l'âme d'un régime sans âme, et de sa raison, la Raison d'Etat, et de son efficacité l'arme d'un empire » (p.41). Ou encore: « Entre les élites, l'Etat et leur théorie s'est nouée une très ancienne complicité: le marxisme européen ne fait qu'en renouveler le vocabulaire » (p.91). Enfin: « Le marxisme a été la pointe avancée de l'Occident en Russie » (p.93).

Qui a résisté ?

C'est la question que pose

s'explique par ce seul motif: la pitié qu'il y avait au royaume de France », Jeanne d'Arc.

Dans cette vision de l'histoire, ce qui fait contre-point aux camps soviétiques, c'est la lutte de Lip, celle des OS de Renault, vidées de toute substance, de tout détail, de toute réalité, réduites à la simple trame du mythe populiste.

Donnant sa réponse à la question « qui a résisté? », Glücksmann « oublie » la résistance politique, celle de la première heure, et qui dut affronter la terreur du Guépéou jusqu'en Espagne, jusqu'au Mexique. Glücksmann aiguise ses crocs sur les aveux de Boukharine rusant avec l'histoire et offrant sa tête pour la cause. Mais il ne dit mot de l'attitude de Trotsky qui loin d'avouer, prenait date et instruisait le procès « des crimes de

Certains camarades nous ont reproché notre violence envers les Lyotard, Deleuze, Guattari et consorts. Comme cet article risque d'encourir les mêmes reproches, nous tenons à préciser que dans ces polémiques nous ne visons pas les préoccupations, les interrogations légitimes de nombreux camarades, militants ou non de notre organisation. Nous visons des interlocuteurs précis qui ont une position définie, systématisée. Si l'on veut poursuivre un débat ouvert et fructueux sur des problèmes en friche, il faut savoir en délimiter le terrain. Et pour cela comprendre que des positions comme celle de Glücksmann sont idéologiquement de droite. Tout comme Soljénitsine est incontestablement à droite politiquement,

même si l'on peut comprendre ses raisons et continuer à reconnaître en lui le plus grand écrivain soviétique vivant. Il y a dans les camps soviétiques des prisonniers qui n'ont pas suivi la trajectoire politique de Soljénitsine; ce qui doit suffire à prouver qu'elle n'est pas inévitable. Les Grigorenko, les Yakhymovitch, qui n'ont pas renié leur communisme et leur internationalisme auraient ainsi mérité un hommage et un soutien particuliers: que Glücksmann ne daigne pas leur rendre. Il a choisi son camps, et, contrairement à ce qu'il prétend, ce n'est justement pas celui de Kolyma...

D.B.

Cette
semaine

DANS L'OBJECTIF



un film... un festival...
de la musique...

Profession : Reporter

Avec **Profession : reporter**, Antonioni renoue le fil de sa grande période, celle de ses films italiens des années 60 dont il avait dévié de **Blow up à La Chine**, avant ce purgatoire des meilleures intentions qu'il exprimait par des déclarations de ce genre : « Je me sens davantage porté vers le rôle de protagoniste, tel qu'il m'aurait été proposé, par exemple, par une période révolutionnaire (...), il s'agit pour nous cinéastes de trouver un accord nouveau entre la réalité et l'imagination, entre le document et la fantaisie ».

S'il est vrai que c'est faire la bête que de vouloir faire l'ange, sans doute est-il aussi vrai que vouloir faire l'avant-gardiste à toute force est le plus sûr moyen d'être académique, et ce furent des films académiques — quoique opposés dans leur visée — que **Blow up**, avec ses tartes à la crème de philosophie mode, ou **La Chine**, document « objectif ». Peut-être est-il heureux que le sectarisme maoïste ait écarté Antonioni de cette voie d'engagement qui n'est qu'une impasse. Au contraire, et par un paradoxe éclairant, c'est en retrouvant ses thèmes et ses sujets de la période où la critique néo-stalinienne le dénonçait, qu'il progresse et refait œuvre de portée révolutionnaire. Pour la critique du « marxisme légal » en effet, Antonioni était un des principaux facteurs de l'« école du désespoir ». Mais ces coryphées de l'optimisme obligatoire vers les lendemains de démocratie avancée qui chantent ne voyaient pas que les « enfers » d'Antonioni n'étaient pas ceux de l'homme éternel, mais des petits-bourgeois de nos décennies dont les drames recélaient une forte charge de dénonciation sociale.

Le thème principal d'Antonioni, celui qui parcourt toute son œuvre comme un fil rouge (avec des sommets qui sont **Aventura** et **Le Désert rouge**) et qui explique sa proximité à Cesare Pavese, c'est la communication qui devient impossible entre ces hommes et ces femmes là.

Le courant humain ne passe pas, et à tous les niveaux dans **Profession : reporter**, entre le reporter et sa femme d'abord (mot de la fin : « Je ne l'ai jamais connu »), mais pas davantage avec qui que ce soit qu'il approche. Cette solitude est la clef du film et dénonce en même temps le mythe

du journalisme (tant de films sur les journalistes, et tous mystificateurs !). L'échec, ici, se noue par la prise de conscience d'être aussi coupé de la réalité du monde. Le reporter sait le mensonge de son reportage officiel, et quand il veut corriger par le contact avec les querrilleros, il s'ensuit et mesure l'abîme qui le sépare de tous les êtres réels, des serveurs de l'hôtel d'oasis aux passants du désert.

La solution petite-bourgeoise au désespoir du non-être, c'est la fuite. Le film est l'histoire de l'impossibilité, de l'illusion de cette fausse solution. L'échec, signé par la mort, n'est pas technique ou accidentelle comme pourrait le faire croire une saisie superficielle, il est social.

Antonioni, en très grand artiste, a structuré son intrigue avec autant de simplicité que de richesse et de subtilité. Devant son fuyard qui croit avoir réussi son coup d'identité, il ouvre une double issue. Ce contact avec les autres, sans lequel il n'est que désespoir, le nouveau Davidson pourrait le trouver par ses deux accès privilégiés : l'amour et la révolution. Mais on ne change pas d'identité en changeant de carte d'identité (et le premier Davidson n'était d'ailleurs lui aussi qu'un aventurier désespéré).

Il en va autrement de la jeune étudiante en architecture, personnage nouveau chez Antonioni, mais qui renoue avec ses personnages féminins féministes d'Italie. Celle-ci qui a le sens des vraies valeurs, en marge et disponible, dont l'amour ne se développe qu'en rapport avec un but positif accepté — l'aide à la révolution — et dont tous les gestes vont dans le sens de la lutte, il y a tout lieu de croire que son désarroi devant la mort de Locke-Davidson ne sera que de courte durée. L'apparition de ce personnage neuf est un des signes de ce film qui montrent qu'Antonioni a trouvé la voie « post 68 » que la déclaration dont nous avons cité des extraits en commençant appelait. C'est une joie de le constater.

Michel Lequenne

Le festival populaire de Gourdon

Gourdon 1971... une petite sous-préfecture qui crève à l'écart des nationales... Sur ce, les municipi-

pales ; et de débarquer de Paris, le Colonel ex-parachutiste, J.-P. Dandaud, ancien collaborateur de De Latre de Tassigny en Indochine, et tout et tout. Les choses vont changer. Pour faire apprécier aux « touristes » les beaux paysages « on » lance un premier et couteux ballon d'essai : le Festival International de Musique. Les plus grands débarquent : Gzifra et Richter suivis de mélomanes parmi lesquels Mme Giscard et la Reine du Danemark. Et cela coûte très très cher (mais les subventions sont là). Ainsi ce projet d'affreter des vols « charter » pour transporter les milliardaires américains « groupés » de « La Callas ».

Dénoncer ce festival, joujou de luxe et vaste opération de prestige, tel est le premier objectif du Comité pour le Festival Populaire du Gourdonnais (une trentaine de membres). Nous voulons arracher le spectacle au parterre des notables, et sans le faire descendre maintenant dans la rue — ça viendra — le lier étroitement aux problèmes, aux luttes des travailleurs, des paysans de la région et plus généralement à tout ceux qui se battent pour mettre en échec cette société d'oppression.

Le Lot ouvre ses portes aux têtes couronnées mais ferme ses usines aux travailleurs. C'est contre cela que nous voulons lutter.

Ce deuxième Festival Populaire, quant à son audience, connaît un développement sensible. Plusieurs milliers de personnes ont participé aux différentes soirées. Des débats ont eu lieu (Chili, Paysans Travailleurs) de nombreuses pétitions de soutien aux luttes des soldats ont été signées. Un cycle d'animation quotidien a été mis sur pied.

Devant cette audience le PC a été contraint à sortir un tract dénonçant le Festival officiel, mais proposant comme seule solution... le vote pour le Programme Commun.

- Contre la politique culturelle de classe de la municipalité de Gourdon
- Pour donner la parole aux gens de la région
- Pour lier le spectacle aux luttes des travailleurs du coin...

Cette année
7 août Théâtre Arche de Noë
9 août Débat sur l'Armée
12 août Patric (chanteur d'Occitanie)
17 août Débat sur les luttes des femmes
19 août François Béranger avec en permanence des troupes de théâtre, de chanteurs de la région et des expositionnistes artistiques.

Les « stones » démystifiés

Les musicologues avertis vont se l'arracher. Comme son nom l'indique, cet ouvrage retrace, en une remarquable Genèse, la route du « Jagger-Lucifer », des « Rolling Stones-Démons ».

On a tout entendu sur les Stones. Cela va du groupe fasciste au quintet lumpen. En règle générale, chacun apprécie la valeur musicale exceptionnelle de ce groupe qui fit exécuter la traversée océanique aux grands noms du Rock'n'Roll et du Blues : Elmore James, Muddy Waters, Chuck Berry ou encore Bo Diddley. C'est généralement la place qu'occupe les Stones et le rôle qu'ils jouent dans nos sociétés capitalistes qui donne lieu à controverses et polémiques assidues. Que chacun lise ce livre ! Plus qu'une analyse sociologique du phénomène, il est aussi une biographie, peut-être incomplète, où chaque moment de vie du groupe, de son « leader », est remis à sa place le plus naturellement, où chaque campagne de la presse anglo-saxonne, hystérique et mensongère, est dénoncée, où chaque provocation policière est dévoilée.

On connaissait les Stones violents et irrespectueux pour la morale bourgeoise, on les voit aussi apeurés devant la foule d'Altamont et les Hell's Angels. On connaissait « Jagger-le-self-control » on y voit « Jagger-l'irresponsable » devant la violence et l'argent.

Au fil des pages, se déroule la tragique « quarantaine » du plus brillant des Stones, quarantaine qui après l'héroïne et la prison se terminera dans le fond d'une piscine de Cotchford Farm. Match cruel pour la vie du groupe entre Brian Jones et Mick Jagger.

Jagger chantait « Sreet Fighting Man », on le voit en 1968 défilier à la tête d'une manifestation anti-guerre, et plus tard, dans les salons de sa maison parler Révolution, Sexualité, Anarchie avec Tom Driberg, député travailliste. Du petit club londonien d'Alexis Korner, le Ealing, aux tournées démoniaques d'Europe et des U.S.A., on vit dans cette biographie la marche en avant de cinq jeunes musiciens, où chacun de chemins suivis est bordé d'embûches, de complots policiers, d'assassinats, de suicides. Chemins sablonneux, mais chemins de musique.

Titre du livre « Mick Jagger » par Anthony Scaduto aux « Presse de la cité ».

S'efforcer de comprendre la différence — eh oui... encore — entre les sociétés soviétiques, chinoises, et les démocraties bourgeoises, ne signifie pas forcément une indulgence particulière pour les premières. Pour nous, il y a plus de 40 ans que la bureaucratie soviétique est devenue une force de réaction politique dans le monde, et c'est à ce titre que nous l'avons combattue jusqu'aux plus ultimes conséquences. Sans en venir à brouiller tous les rapports de forces sociaux derrière un délire moralisant dont les groupes maoïstes portugais et l'Humanité Rouge en France sont en train d'illustrer tristement les conséquences pratiques.

Sur ce champ de bataille, Glücksmann choisit la désertion, au moment même où tourne le vent de l'histoire. A croire qu'en des temps plus difficiles, il n'aurait même pas été du côté de Boukharine, mais carrément du côté des procureurs.

La mode universitaire étant anti-platonicienne, Glücksmann y sacrifie complaisamment, prenant la défense du droit à la singularité et à la différence contre toute tentative de normalisation. Mais ce faisant, il creuse lui-même son piège. Car en nouant par-dessus les siècles un interminable dialogue entre Platon, Marx, Hegel, Nietzsche et quelques autres, il nie non seulement le droit, mais aussi le fait de la différence historique et de la singularité sociale. Toute pensée est égalisée par le couperet du savoir universitaire ; une dissertation de Khagneux en forme de tribunal philosophique.

Glücksmann peut conclure par une apologie de l'art insoumis, de la poésie rétive à tout asservissement, dans la droite tradition nietzschéenne, il n'a pu s'empêcher d'exercer sur 200 longues pages sa raison raisonnante et son arsenal de paradoxes logiques.

Au bout du compte, un morceau de bravoure anti-communiste (et non seulement anti-stalinienne, nous connaissons encore cette différence là). Comme nous ne sommes pas de ceux qui se sont tus quand il fallait parler sous « prétexte de ne pas désespérer Billancourt », nous nous sentons d'autant mieux placés pour affirmer que cette mauvaise dissertation ne contribuera en rien à rendre espoir à ceux qui veulent lutter. Mais tout juste à emballer le renoncement de ceux qui n'étaient prêts à accepter la révolution qu'à condition que la classe ouvrière n'y soit pas invitée.

Daniel Bensaïd

(1) La cuisinière et le mangeur d'hommes. Seuil.



Mick
Jagger

20 MILLIONS



Tout n'est pas encore recensé mais nous sommes certains de dépasser les 20 premiers millions. En 15 jours de juillet, période de vacances, nous atteignons donc un chiffre tout à fait significatif de l'élan qu'a déclenché la campagne pour le quotidien rouge. Les plus pessimistes, ceux qui pensaient inaccessible la somme des 200 millions, sont aujourd'hui surpris : il suffit de regarder le courrier étonnant que nous recevons. Nous ne publions qu'un très petit nombre de lettres dans Rouge mais il y en a des centaines d'autres aussi encourageantes. Il est certain que nous atteindrons les 30 millions fin septembre comme nous nous le sommes fixé. En plein été... ! Parallèlement il faut noter que les ventes de Rouge baissent peu, beaucoup moins que les années précédentes : nous en sommes au chiffre du numéro 297 d'avril 1975, c'est-à-dire juste avant le lancement de la nouvelle formule. Certaines villes du sud ont même augmenté leurs commandes (Béziers, Cannes, Montpellier, etc.) Des initiatives prises sur les lieux

de vacances vont permettre de ne pas ralentir notre effort pour le lancement de Rouge (voir les adresses ci-après).

Mais quelques lettres manifestent une inquiétude justifiée : arriverons-nous au bout ? Quelques dizaines de millions, c'est possible mais 200 ? Aurons-nous assez ? En fin octobre il faudra se fixer un objectif approchant 100 millions, fin novembre ce sera 150 millions et 200 pour le 31 décembre... C'est très ambitieux et beaucoup plus dur que nos dix premiers petits millions ! Comment ferons-nous ? D'abord il y a « la fête » des 18 et 19 octobre, nous espérons que ce forum, gala, rassemblement rapportera plusieurs dizaines de millions, et permettra de faire « décoller » la souscription. Autour des artistes qui acceptent de venir, avec les expositions ventes, avec les débats, avec la bouffe et la danse, avec les meetings, ce rassemblement doit concerner des dizaines de milliers de militants sympathisants, lecteurs, jeunes, travailleurs, et les associer au lancement du quotidien. Les 18 et 19

octobre, nous diffuserons le numéro « Zéro » du quotidien. Le succès financier des 18 et 19 comptera beaucoup : en même temps que ce sera le vrai rassemblement central de tous ceux qui, avec nous soutiendront le quotidien en janvier 1975...

- Avignon : Place de l'Horloge. Tous les jours de 17 heures à 20 heures.
- Carcassonne : à l'entrée des spectacles.
- Sète : Marché de Sète à la halle centrale le mercredi de 10h 30 à 12h 30.
- Devant tous les spectacles du théâtre de la mer.
- Toulon : (début septembre). Les coordonnées seront communiquées ultérieurement.
- Collioures : Tous les spectacles sont couverts.
- Montpellier : tous les mardi à 17 heures au Polygone à côté de la Comédie.
- Tous les samedis, place J. Jaurès à partir de 10 heures 30.
- Alpes Maritimes : Pinède de Juan les Pins au festival du jazz.

18 - 19 octobre pour aider rouge à devenir quotidien

TOUS A LA VILLETTE

(métro Porte de Pantin)
Rassemblement-Gala-Forums.

Dans toutes les villes de France et les capitales européennes, les militants préparent la montée sur Paris. Pendant deux jours, des dizaines de milliers de travailleurs pourront participer à des forums, à des débats, discuter avec les militants de la L.C.R.

Déjà, des dizaines d'artistes et de troupes ont accepté de venir animer ce rassemblement. Deux grands galas seront organisés le samedi soir et le dimanche après-midi. Dans la « Cité internationale », chaque section de la IV^e Internationale aura son stand et animera des débats sur l'activité des révolutionnaires dans son pays.

Le rassemblement commencera samedi à 14 heures.

Un parking de cars et de voitures est assuré Porte de Pantin.

Les vignettes d'entrée sont en vente — 30F pour les deux jours. Passez vos commandes à la Librairie Rouge. Une affiche d'appel au rassemblement sortira le 1^{er} septembre. Mais dès à présent, il faut diffuser massivement et coller les 100.000 exemplaires du « 4 pages » spécial Rouge.

CHEQUES OU MANDATS A L'ORDRE DE P. CHENOT A ENVOYER A ROUGE 10, IMPASSE GUÉNÉE, 75004 PARIS



PROMESSES

Nous avons fait un recensement des promesses qui nous ont été faites par lettres de la part de nos lecteurs et sympathisants pour la souscription permanente pour le quotidien.

En tenant compte des sommes versées, en tenant compte des engagements pris, mois par mois, nous avons déjà trouvé une somme de 4 millions anciens... ! Ceci partagé entre seulement plusieurs centaines de cotisants... C'est encore peu mais ça augure de nombreuses autres promesses...

SOUSCRIVEZ

SOLDE ANTERIEUR	167330,00	J.F.H. Nice	35,00
Anonyme Bron faculté	5,00	Diffuseurs Orléans	250,00
Anonyme Givors	50,00	Diffuseurs Brest	1200,00
Anonyme Lyon	10,00	P.C. Fleury-les-Aubrais	100,00
Anonyme Lyon	8,00	Groupe Taupé B.N.P.	100,00
Anonymes Lyon	100,10	Prof. Ecole spé. Architecture	50,00
Employé Maspéro Lyon	50,00	Diffuseurs SNCF Paris-Est	100,00
Anonyme Lyon	50,00	J.P. Chelles	100,00
Bibliothèque universitaire Lyon	100,00	Groupe Taupé Crédit Lyonnais	120,00
magasinier	100,00	Groupe Taupé Crédit Lyonnais	60,00
Anonyme Lyon	50,00	Groupe Taupé Honeywell Bull	415,00
Santé Lyon	130,00	Diffuseurs Amiens	200,00
L.P. Paris	50,00	Diffuseurs Pau	50,00
G. instituteur Paris	50,00	Diffuseurs Clermont-Ferrand	800,00
P.D. Mitry-Mory	100,00	Groupe Taupé architecture	230,00
D.M.F. enseignante St-Germain-en-Laye	100,00	Diffuseurs Orsay	50,00
C.J. St-Hilaire du Touvet (38)	500,00	Sympathisant Caen	100,00
Diffuseurs Chalon-sur-Saône	403,00	M.M. Paris 18 ^e	250,00
Diffuseurs Nice	60,00	A.L. et J.M. Grand Quevilly	400,00
Diffuseurs Marseille	6000,00	D.B. Mouscron (Belgique)	50,00
Librairie Rouge	330,00	Diffuseurs le Mans	770,00
Deux lecteurs Francfortois	40,00	G.G. Villejuif	150,00
A.D.W. élève ingénieur	300,00	Enseignants Bordeaux	1020,00
F.B. Brunoy (91)	10,00	Travailleurs de Ford Bordeaux	196,00
SNCF Gare de Lyon	565,00	P.M. Cassis	150,00
Un militant L.O. Gare de Lyon	10,00	Fac. Jussieu	200,00
B.C. Pavillons-sous-bois	100,00	Hôpitaux Paris-Nord	470,00
Diffuseurs ORTF	510,00	Diffuseurs ex-ORTF	60,00
Diffuseurs Sécurité sociale 19 ^e	170,00	Groupe Taupé radio-télé	190,00
Un soldat	10,00	Groupe Taupé C.N.A.V.	50,00
Lycée Bergson	40,00	Sympathisants CRAMP	100,00
Comité rouge lettres Grenoble	200,00	Groupe Taupé caisse de retraite	200,00
Hôpital Psychiatrique St-Egrève	100,00	A.P. Paris 19 ^e	500,00
CNRS Grenoble	64,00	Diffuseurs immigrés 19 ^e	60,00
Comité rouge étudiant Grenoble	300,00	Comité rouge Paris 14 ^e	245,00
Diffuseurs métallurgie Grenoble	160,00	Diffuseurs Jussieu	40,00
Sympathisante Eyméux (38)	40,00	R.M. Metz	100,00
Sympathisants lycéens Grenoble	30,00	Diffuseurs Metz	184,61
Sympathisants enseignants Grenoble	94,00	Diffuseurs Paris	50,00
Travailleurs sociaux Grenoble	125,00	Diffuseurs Sciences Po.	100,00
J.B. Grenoble	750,00	Diffuseurs Renauld	300,00
Un travailleur métallurgie Lyon	10,00	Diffuseurs Boulogne	20,00
Un travailleur H.C.L. Lyon	10,00	Diffuseurs Montrouge	30,00
Un travailleur Fonction publique Lyon	10,00	Des travailleurs de Rueil	200,00
Diffuseurs Beauvais	160,00	Lycée Turgot	50,00
3 Sympathisants Chinon	30,00	Lycées 12 ^e	64,00
Sympathisant Vendôme	10,00	Diffuseurs Aubervilliers	25,00
Un postier Tours	100,00	Diffuseurs St-Denis	50,00
P. et C. des Landes	250,00	Diffuseurs Sarcelles	520,00
O.R. Aix	100,00	Librairie Rouge	470,00
C.G. Gagny	100,00	TOTAL	191098,71